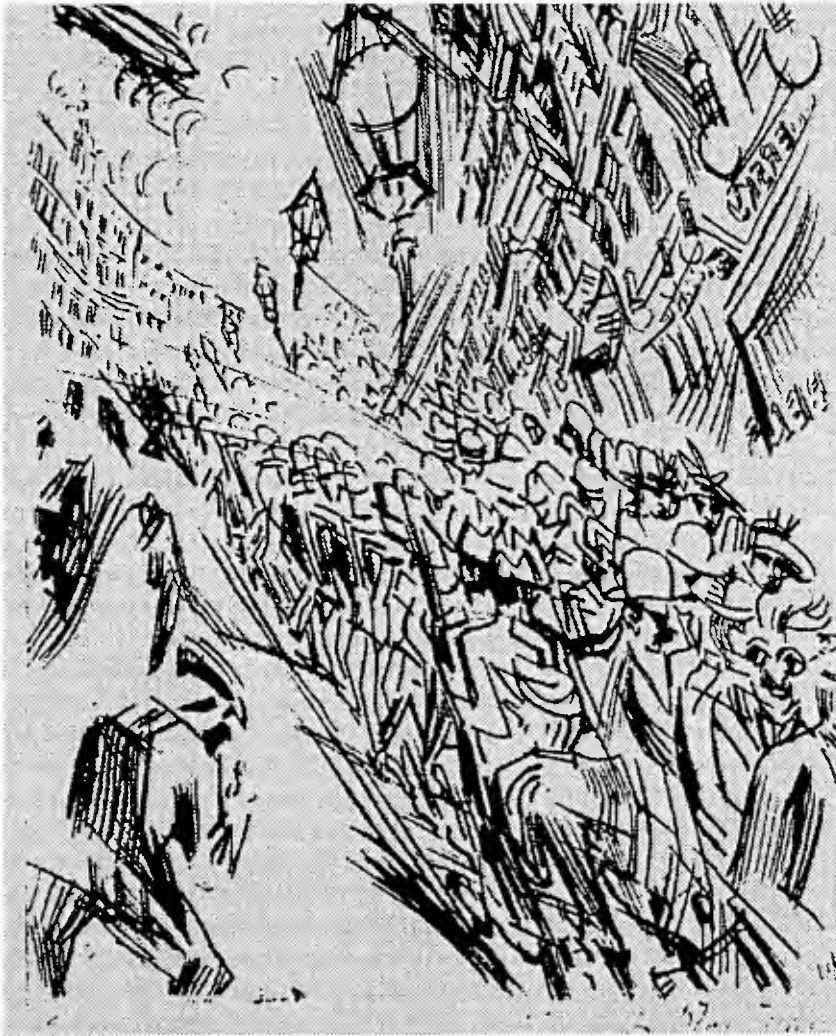


Oiseau-tempête

20 francs



● La foule déferlante. Ludwig Meidner, 1913 ●

Oiseau-tempête est animé par des individus, d'horizon différents, que rapproche la volonté de surmonter la résignation et de mettre à mal les visions convenues du monde.

Oiseau-tempête vise, par le libre jeu de la réflexion et des échanges, à favoriser la convergence entre celles et ceux qui n'entendent pas courber l'échine, et à attiser le désir de transformation de la société. ■

IL N'Y A PAS QUE L'ODORAT QUI EST SOUS-DÉVELOPPÉ CHEZ L'HOMME CIVILISÉ PAR LE CAPITALISME

Les artistes de l'art moderne, comme ceux de l'art d'économie mixte (cet *art* qui n'est *contemporain* que de son époque), n'ont abordé la question de l'expression poétique que dans les limites de la forme *artistique*, c'est-à-dire à l'intérieur du cadre d'expression culturelle

fixé par la société capitaliste et sa division du travail. Même animés, dans les franges marginales et radicalisées, d'esprit utopique et insérant leurs débats dans la perspective plus large d'une critique radicale de la société, les artistes n'ont aucunement *épuisé* la question de l'expression poétique.

Cette question est à notre époque *toujours ouverte* ; à condition d'être discutée en dehors des cadres artistiques, de la même façon que toutes les questions liées à la vie quotidienne et à la société ne peuvent l'être qu'en dehors des cadres réifiés, que sont la philosophie, la sociologie, la citoyenneté, etc.

Dès les années 30, le surréaliste tchèque Karel Teige faisait remarquer que dans une société nouvelle non capitaliste : « La poésie que tout le monde fera ne ressemblera certainement plus à la poésie des époques antérieures, aux vers livresques, ni à la peinture ou à la sculpture d'aujourd'hui, qui sont déterminées dans leurs moyens d'expression et leurs techniques par une extrême spécialisation, un professionnalisme indispensable à la production artistique et par un appauvrissement extrême des expériences vitales collectives »¹. De ce point de vue, les meilleurs moments de l'art du XIX^e et du XX^e siècle (marginaux et radicaux) n'approchent que de façon très allusive ce que pourrait être le paysage des rapports humains dès lors que la poésie serait parlée *par tous* et non seulement par *quelques uns* (Lautréamont) ; intégrée dans la vie quotidienne de chacun comme moyen élargi d'expression et de communication, et non constituée de façon unilatérale comme spectacle social, à partir de la dépossession de chacun de ses propres possibilités d'expression, poétique ou non, comme c'est le cas jusqu'à aujourd'hui.

Les expériences poétiques que chacun de nous peut expérimenter dans sa vie quotidienne voient leur forme et leur contenu imprégnés par les rapports sociaux dominants, modelés par les conditions sociales d'expression capitaliste, de sorte qu'elles se développent de façon atrophiée dans cet environnement social. Tout en tachant de nous situer en dehors des schémas de spécialisation du langage dans lesquels on tente avec persévérance de nous contraindre, nous nous exprimons, dans ce contexte, *avec difficulté dans un langage approximatif*, et comme des aveugles muets s'adressant à des sourds aux mains coupées. Le langage n'est pas « donné », il s'acquiert socialement dans les conditions réelles d'existence, et ces conditions sont hostiles. L'expression poétique à notre époque – quels que soient les moyens utilisés, image, poésie par les mots, musique, expression corporelle, film, etc. – n'a de



sens, d'un point de vue radical, c'est-à-dire à partir du moment où on inscrit son itinéraire dans la perspective d'une transformation radicale du monde, qu'en tant qu'*esquisse utopique* d'un langage poétique à venir, car le rapport social non capitaliste sur lequel ce langage se fonde *n'existe pas encore*.

L'image en soi, l'image pour soi, l'image pour eux

L'image poétique (tableau, dessin, poème, etc.), telle qu'elle se présente publiquement dans notre société, lors d'expositions par exemple, n'apparaît jamais en soi dans sa neutralité d'objet, les rapports sociaux déterminent le regard et la façon de l'appréhender ; ils en transforment le sens et la forme. Le contenu de l'image poétique n'est pas seul en jeu (une image peut-elle être subversive en soi ? n'importe où ? avec n'importe qui ?), l'image est placée dans un environnement social, qui est lui-même à la fois le décor dans lequel évoluent des individus et une construction sociale qui détermine leur perception sociale, leur rapport aux autres, aux objets et aux images, à la nature. Rappelons, ici, les circonstances qui ont amené le surréaliste André Breton à cesser définitivement toute activité avec Paul Eluard : « A mon retour [du Mexique, en 1938], j'eus la stupéfaction de l'entendre alléguer qu'une collaboration [à la revue stalinienne *Commune*] n'impliquait de sa part aucune solidarité particulière, qu'il en était venu à se persuader qu'un poème de lui se défendait n'importe où, de par ses qualités intrinsèques, si bien qu'au cours de ces derniers mois, non moins volontiers qu'à *Commune*, il avait collaboré à des publications fascistes – ce sont les termes qu'il employa – en Allemagne et en Italie. Je me bornais à lui faire observer qu'une telle attitude impliquait de sa part la dénonciation de toute espèce d'accord passé entre nous et rendait toute nouvelle rencontre inutile. Depuis, nous ne nous sommes jamais revus. »²

Faire abstraction des rapports sociaux capitalistes qui génèrent cette société, et dans lesquels chacun est pris, amène à exagérer en retour la force supposée, en soi, de l'image poétique considérée comme subversive ; or celle-ci ne tire pas uniquement sa présence sociale de la force attractive de son contenu propre, mais aussi et surtout des rapports sociaux qui la signifient. Ceux-ci agissent dans tous les moments de notre vie, dans la façon que l'on a d'appréhender la créativité, dans le rapport à notre propre capacité d'expression poétique (généralement refoulée, mais tout est fait pour ce-

la), comme dans notre perception de la créativité des autres. On ne peut ignorer cet aspect de la question, à moins d'ignorer les conditions de sa propre production sociale, et l'étendue de son aliénation. Quand les questions de la critique radicale du capitalisme (social, économique, vie quotidienne, etc.) n'entraînent plus de conséquence immédiate dans la vie quotidienne des individus, ceux-ci perdent la vision des conditions de production et de communication de leur propre expression poétique.

Cela a un lien avec les difficultés à penser les relations dialectiques entre l'expression poétique et la contestation sociale, en les considérant comme agissant chacun dans des secteurs séparés. Ce qui fait dire, par ailleurs, à André Breton : « Mais les problèmes de l'art et ceux de l'action sociale restent *dramatiquement* distincts, je dis dramatiquement pour ceux des artistes authentiques qui hors de leur spécialité sont assez conscients pour se définir sur le plan social comme révolutionnaires »³. La question de l'expression poétique, n'est, pourtant, qu'un aspect parcellaire d'une misère plus générale qui englobe la *totalité* de notre vie quotidienne, dont les conditions de vie nous sont imposées arbitrairement. A partir du moment où on intègre la question de l'expression poétique *parmi* toutes les autres questions essentielles de la vie quotidienne et sociale, les « problèmes de l'art et ceux de l'action sociale » cessent d'apparaître comme distincts. On ne peut séparer artificiellement, en effet, l'exploration poétique du monde des conditions de vie sociales et objectives que le capitalisme nous contraint à accepter comme règles normales de vie, autrement, les explorations de nouvelles perceptions et d'expressions poétiques, le « fonctionnement réel de la pensée », ne sont rien d'autres que du jeu, de l'art ou de la recherche littéraire. On connaît le mot, célèbre depuis mai 68, du situationniste Raoul Vaneigem : « Ceux qui parlent de révolution et de luttes de classes, sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre »⁴. Il faut bien sûr ajouter : *et vice-versa*.

Rien n'est séparé, tout se mène de front

Le mouvement réel de la contestation individuelle ou collective modifie le rapport à l'expression poétique des individus, les moments de contestation sociale sont aussi les moments où les gens se réapproprient leur propre créativité : où celle-ci, bien qu'apparaissant de façon tout à fait nouvelle

dans leur vie, semble pourtant avoir toujours existé comme une évidence (on change la vie *en transformant le monde*). La critique de l'ordre parental, pour prendre un exemple plus quotidien, quand celui-ci exprime l'aliénation capitaliste à l'intérieur de la cellule familiale – cellule de reproduction de l'aliénation et d'apprentissage de la soumission à l'ordre social –, fait partie des éléments constitutifs de formation de l'individu autonome en rupture. Elle participe de la prise de parole individuelle pour apprendre à s'exprimer en son nom propre, et cesser de parler dans le langage de l'autorité pour n'exprimer, finalement, que les idées de sa propre soumission. Cela a à voir aussi avec les facultés d'expression poétique. Si on peut s'exprimer poétiquement tout en restant soumis à l'autorité familiale et vivre cette soumission comme un calvaire – la poésie n'a pas de « potentiel émancipateur » en soi, voir l'exemple de Paul Eluard plus haut –, en revanche, dans le mouvement réel de la rupture avec l'ordre parental on peut découvrir un rapport nouveau à l'expression et à l'action, et découvrir dans l'action réelle de la rupture un potentiel émancipateur à la poésie, une poésie qui se révèle ainsi dans l'action. La première école de formation à l'aliénation vécue est aussi une des premières écoles de subversion.

La créativité ne se sépare pas de la vie quotidienne, la résistance sociale non plus. Bien que tout nous entraîne à trouver naturel de penser les choses de façon séparée et de les vivre de la même manière : le rêve, le sommeil, l'exploitation par le travail, la lutte contre le travail, l'imaginaire, la critique de la société, les faux loisirs, la poésie, l'amour, la sexualité et sa misère, la pauvreté des différents moments de la vie ou leur beauté, bref, les différents moments de résistance que nous opposons à la domination sociale comme les explorations poétiques que nous faisons chaque jour, se mènent *de front* dans l'action quotidienne, à des échelles d'intensité différentes selon les individus, les contextes, les désirs et

les possibilités. C'est par fossilisation de la pensée que certains se spécialisent dans des moments concrets, mais cloisonnés, de la résistance à l'aliénation – à lui la poésie, à elle l'économie et le social, à toi l'agitation. Il y a une perte considérable entre l'unité des activités de résistance que chacun peut opérer dans l'action quotidienne, et celles qu'il met



en œuvre dans des actions collectives lorsque celles-ci sont organisées dans une conception spécialisée de la critique radicale du capitalisme.

Certains conservent l'art de façon plus ou moins indifférencié, d'autres le rejettent en bloc avec l'expression poétique ; en fait, on commet la même erreur en rejetant l'expression poétique avec l'art, qu'en ne condamnant pas l'art comme catégorie et comme pratique sociale. Le rejet de « l'art » des questions de la contestation sociale va généralement de pair avec le fait que l'expression poétique est identifiée à tort à l'art, de sorte qu'elle n'est jamais discutée que dans les termes artistiques réifiés fixés par la société capitaliste, avec lesquels elle n'est pas seulement assimilée mais surtout niée. En considérant le monde comme un tableau, les artistes contribuent à réconcilier la vie concrètement vécue avec la représentation idéologique de la vie, il s'agit, au contraire, de transformer radicalement cette réalité à laquelle on est soumis, et la question de l'expression poétique, comme toutes les autres questions de la vie quotidienne, y participe ; de la même façon, qu'inversement, l'art contribue concrètement à la réalité sociale aliénée que nous vivons chaque jour (exemple, les difficultés à concevoir la créativité en dehors des schémas artistiques). La critique radicale est tout autant une critique des formes de la conscience sociale propres à notre époque qu'une critique de ses rapports matériels de production, parce que ces derniers ne peuvent se constituer qu'en relation avec ces formes de conscience sous lesquels ils apparaissent et sans lesquelles ils ne peuvent subsister (Karl Korsch⁵). Si des questions comme l'expression poétique, les rapports sociaux de sexe, de parenté (la famille !), etc. paraissent à certains comme secondaires, cela a peut-être à voir avec le fait que finalement les questions essentielles de la critique radicale du capitalisme – parmi lesquelles celles-ci ont toute leur place – ne les préoccupent pas en général, et que seuls certains aspects immédiats, apparents et partiels de l'organisation sociale les maintiennent en éveil ; certaines de ces questions liées à la vie quotidienne étaient jusqu'à une époque relativement peu lointaine (mai 68) encore considérée avec mépris (qui fait la vaisselle ?).

Les analphabètes et les illettrés

La société ne produit pas des *analphabètes* de l'expression poétique – des individus qui n'auraient jamais appris à parler et à comprendre ce langage –, mais des *illettrés* : des individus qui par-

laient ce langage plus ou moins avec aisance durant leur enfance, jusqu'à ce que l'éducation familiale, scolaire, universitaire, et médiatique, leur en fasse oublier jusqu'au souvenir. Le décervelage dont parlait Alfred Jarry est, ainsi, quelque chose de très concret et plein d'applications immédiates dont nous subissons les conséquences à chaque instant de notre vie quotidienne. La créativité poétique spontanée des enfants le rappelle cruellement à chacun d'entre nous. Dans un autre domaine, des expériences auraient été faites sur l'interprétation des rêves montrant que des individus, mis sous hypnose, sont à même de donner une interprétation signifiante du langage symbolique employé dans leurs rêves, alors qu'ils en sont incapables à l'état normal⁶. Il n'y a pas que l'odorat qui est sous-développé chez l'homme civilisé par le capitalisme. Cela n'est pas sans résonance avec le processus de développement de l'expression poétique chez les enfants, qui dessinent spontanément, dans un premier temps, non pas ce qu'ils voient mais ce qu'ils perçoivent – représentant les maisons vues à la fois de l'extérieur et de l'intérieur, avec des murs transparents, des personnages démultipliés : l'enfant dans sa chambre, mais aussi dans la cuisine, mais aussi dans le jardin, etc. car ni le temps ni l'espace ne sont des facteurs d'exclusion, dès lors qu'il ne s'agit pas de raconter les choses telles qu'elles appa-

paraissent mais telles qu'on les perçoit. Les institutions apprennent aux enfants à copier ce qu'ils voient, parce que c'est ainsi, leur dit-on, que les choses doivent être communiquées et appréhendées. On voit tout le travail social de dépossession du langage qui a lieu au sein de la famille et des différents centres d'éducation publiques (maternelle, école, université...) et privés (médiat...), pour formater les individus en fonction de leur futur rôle social spécialisé, séparés de leurs propres facultés d'expression et de communication, comme plus tard ils seront séparés de leur propre activité. Le langage social



actuel, poétique ou non, est fondé sur des rapports sociaux capitalistes qui ne permettent aux individus d'exprimer, en général, que des idées aliénées dans le langage de l'aliénation collective. Il nous faut apprendre à parler notre propre langage pour exprimer nos propres idées. Vu ce qui précède, c'est déjà tenter d'esquisser d'autres rapports sociaux, et c'est dans le mouvement réel de la contestation

que la clarification des idées se fait.

Le rêve et le dessin d'enfant, entre autres, suggèrent de façon allusive ce que pourrait devenir l'expression poétique dans une société future non capitaliste : quelque chose qui serait parlé par tous et non fétichisé, dont la valeur d'usage s'échangerait sous la forme de potlach (raconter un rêve, échanger des rêves, faire un dessin, le montrer), et dont la nécessité s'imposerait par elle-même comme un désir ou un besoin. Ils montrent aussi l'étendue de la misère de l'expression dans la société capitaliste, qui, comme celle de la réception, n'est

qu'un aspect parcellaire de la misère sociale généralisée. Le « spectacle » produit une vision capitaliste du monde imposée à chaque instant et transforme la perception des rapports sociaux existant en un simulacre de bien être ; l'apprentissage de l'expression poétique, au contraire, c'est apprendre à percevoir les choses à leur racine, au-delà des apparences. En cela, et pour tout le reste, l'expression poétique fait partie des questions essentielles de la critique radicale du capitalisme.

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■

1 – Karel Teige, « *Le marché de l'art* » (1935), Allia, 2000.

2 – André Breton, « *Entretiens* », Gallimard, 1952.

3 – André Breton, « *Conférences d'Haïti* », 1945, *Pléiade*, volume 3, Gallimard.

4 – Raoul Vaneigem, « *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* », Gallimard, 1967.

5 – Karl Korsch, « *Marxisme et philosophie* » (1923), éd. de Minuit, 1964.

6 – Erich Fromm, « *Le langage oublié* », Payot, 1953.



● Les naufragés de la dentelle. Guy Girard et Paul Surma ●

CASCADE

Les désirs ont la forme des nuées, se plaisaient à dire, et à interpréter cette forme de manière à ce que vus ou entrevus ils se réalisent, ou sinon que cette possibilité même soit conclue ou reportée dans un champ symbolique : voilà ce que l'on peut prêter de plus exaltant au sens du mot « art », qualifiant ainsi le processus de transformation d'une relation au monde dynamisée par la création et l'interrogation d'une image surgie comme forme, ou comme scène assurant l'expression d'une nécessité intérieure, telle l'irruption des puissances oniriques, en leur aspect manifeste comme en leur contenu latent, dans la vie diurne. Autrement dit, l'activité poétique, telle qu'elle est essentiellement dévolue, avec le fait même de penser et de désirer parcourir toutes les relations imaginatives entre

la pensée et le monde, à tout être humain. Mais s'il est ainsi possible de l'affirmer comme qualité ontologique, et que cette affirmation, tout aussitôt niée dans son déploiement manifeste par le principe de réalité constitue le fondement et la puissance lyrique de la révolte, l'on n'ignore pas, parcourant tout le registre des misères imposées par la civilisation régnante, le sort généralement lamentable fait à la pensée et à la création poétiques. De ne plus être partagées dans un vécu mythique est certainement l'un des pires aspects de cet état de fait, l'autre étant que ses productions soient quantifiables comme marchandises. Ayant ainsi vu corrompre leur « vérité pratique » dans la négation de la mise en œuvre collective d'un mythe par les péripéties de l'échange marchand, la création poétique ou l'œuvre d'art ne sont plus, à quelques exceptions près, qu'esthétisation de la vie quotidienne. Triste besogne qui est le lot et le leurre de spécialistes affairés à entretenir le

doute ou l'amnésie quant aux prodiges orphiques que leur activité devrait autrement susciter. Si le dégoût de se souvenir de leurs pauvres exploits n'est pas trop envahissant, que s'obstinaient à faire Yves Klein ou Joseph Beuys sinon parodier la pensée magique et s'autoriser de ces mystifications pour aliéner encore plus une activité de l'esprit à peine consciente de sa propre misère. Fausse subversion que celle de ce pseudo-shaman déclarant que tout homme est un artiste: cette démagogie veut avant tout cacher combien dans ce présent réifié, chacun est aliéné. L'art n'est véritablement important que s'il incite chacun à s'interroger sur ses propres possibilités créatrices, il ne se réalise que lorsqu'il conduit ainsi à l'émancipation généralisée. Alors la poésie sera faite par tous. Ce seul mythe moderne, dont le Grand Soir peut être le légendaire moment inaugural, accorde à la poésie que nous nous acharnons à

quêter, de manifester le signe révolutionnaire dans l'expression la plus diversifiable comme la plus égarante de la promesse de son devenir : fonder le langage d'une civilisation libertaire.

De par son potentiel émancipateur, l'acte poétique, tel qu'il peut se présenter aussi bien dans une œuvre d'art que dans un geste bouleversant de révolte ou d'amour, est toujours à même d'inaugurer une figure de l'utopie. Inaugurer, c'est à dire induire qu'elle est du domaine du possible, analogue à telle image poétique saisie au bond dans la lande mentale : c'est un daim coiffé d'un feutre de spadassin qui maintenant ordonne une fête intérieure. Médusé, j'y assiste et cette fascination vient non de ce qu'elle me déroberait le monde, mais de ce qu'elle contribuerait à me dévoiler les charmes perfectibles de celui-ci, qui pour les rendre pleinement opérants, doit être bouleversé et réaménagé de fond en comble. Ainsi la liberté pri-



● Penelope Rosemont ●

se avec le langage se sait porteuse d'excès : excès tout d'abord de significations que délivre celui-ci dépris de sa coutume utilitaire ; et l'on se permet alors de penser que l'usage de ce langage libéré excède le seul domaine de la communication et de l'échange pour autrement redonner à l'esprit une présence ductile. Cette évidence souveraine est suffisamment dynamique pour que la conscience soucieuse d'affirmer dans le quotidien champ psycho-social le désir de révolution, sache l'évoquer comme une image mentale propre à impulser selon une nécessité ludique les images de l'utopie. Ainsi l'utopie sociale procède de cette utopie intérieure : la pensée poétique opère, se joue dans tous les excès du langage et de ses possibilités, dont la moindre n'est pas de vivre, comme un défi, qu'elle est contagieuse – au moins autant que selon la judicieuse observation de Paul Eluard et Benjamin Péret, le sont les éléphants...

Contagieuse : mais pour autant qu'elle s'affirme comme une rupture avec ce qui l'environne et veut sans cesse la soumettre, et ne lui permet d'être saisie qu'excessivement fragile, ou sinon quand l'excès déborde la « conscience malheureuse » du poète, c'est cette conscience même qui subit l'épreuve de sa fragilité. Rupture qui vaut d'être initiatique à une autre communauté – à advenir – et qu'une songerie rebelle ne veut pas se lasser de convoquer devant l'apparente monotonie des jours. Songeant ainsi, je ne m'attarde pourtant pas à douter si par exemple Jérôme Bosch, dans une civilisation libertaire, eût encore peint, seul ou collectivement, d'aussi merveilleux et candides palais des mirages que ceux qui à l'horizon du panneau central du « Jardin des Délices » sont l'écho rendant illusoire toute distinction entre l'architectural et les constructions naturelles, des multiples rencontres, figurées au premier plan, d'êtres jeunes et beaux, illuminés de toutes les ferveurs du désir. Cela fut donné à voir, il y a cinq cents ans, mais pour qui reçoit ce don s'ouvre le jeu d'offrir comme en contre-don la floraison en son imagination de tout ce qui germait là de libre merveille, et d'en récolter les fruits dans sa vie même. En ce sens, nulle œuvre poétique n'est jamais achevée, puisque le regardeur faisant le tableau, ainsi que le conseillait Duchamp, cette part du regardeur veut reprendre dans la dimension du toujours perfectible ravissement non une quelconque jouissance esthétique axée sur la contemplation du produit, mais le processus même de l'acte créateur telle que l'image et l'éventail de ses sens le condensent. Que malgré toute une culture bourgeoise de l'art qui veille précisément à cacher le processus derrière le produit (et celui-ci réduit à la double dimension de marchandise et d'objet transcendantal), cette saisie du processus et sa dispersion

chez tous ceux qui désirent cela plutôt que de n'être qu'artistes ou amateurs, est à même de causer la mise en commun de la pensée poétique.

Lorsqu'il ne se satisfait pas d'être cet « homme unidimensionnel » que fustigeait Marcuse, l'individu se reconnaît comme cet être de tensions et d'échanges permanents tel que Rimbaud a pu en formuler la démesure en constatant que « je est un autre ». La reconnaissance de cet autre, l'invitation faite à lui de participer à l'émancipation de la conscience est certainement ce qui est au cœur de tout processus créatif, et de ce que nous pouvons répérer comme principe actif dans toute production poétique ou artistique, passée ou actuelle qui requiert notre intérêt et soudainement nous passionne. Quelque soit la déferlante d'images médiatiques à laquelle nous pouvons être journellement confrontés, (si par mésaventure nous atteignent les ravages de la publicité – qui dans son propos est niable tout autant que la sainte trinité ou le patriotisme) être à même de dégager ce principe actif de la gangue culturelle, voire de l'expérimenter n'offre tout son sens qu'autant que nous nous rendons compte et nous transformons de savoir que c'est cet autre en nous-mêmes qui du plus profond de la nécessité intérieure nous fait agir ainsi et reconnaître en ce principe actif le processus nécessaire à sa propre irruption à la conscience.



OU SINON, il y a l'art qui nous ennuie, qui n'invite à aucune projection ni aucun projet : l'art comme reflet, c'est à dire comme reflet de la misère. Travaillant sur la référence, l'anecdote sans surprise, l'exercice grammatical, la citation et la parodie, il ne cherche qu'à être de son temps, à être à l'heure de l'aliénation commune. L'on rejoue pour la énième fois, au détriment de toute invention – mais sécurité oblige – le monde tel qu'il va, préféré au monde intuitivement guetté dans son devenir. Mais comment ce monde va-t-il? Il semble que dans le milieu de l'art contemporain officiel, autrement dit celui qu'imposent le marché de l'art et ses relais institutionnels et médiatiques, l'on se soucie beaucoup d'intervenir dans le champ social, avec au moins autant de pertinence que l'éditorialiste d'un grand quotidien. On fait maintenant de l'art citoyen. Jadis la peinture d'histoire commémorait le légendaire de l'état, aujourd'hui l'on piège tel ou tel aspect de la misère dans les chausse-trappes de l'esthétisme et de l'humanisme bourgeois mêlés. Entre le témoignage et la manipulation, le travail (comme ils disent!) de ce type d'artistes ne se remet bien sûr pas en cause comme activité aliénée et déparée ; mais il aggrave encore

plus la confusion entre ce que proposait une activité parée pourtant du même nom mais exercée par un Douanier Rousseau ou un Yves Tanguy, et cette médiocre besogne se gaussant maintenant d'être aussi utile, aussi efficace que celle d'un fonctionnaire œuvrant dans un bourdonnant ministère des droits de l'homme, de la solidarité et de la charité réunis.

Mais de même que s'accroissent ces spécialistes de l'art humanitaire, il y a fort à parier que s'il arrive des luttes sociales suffisamment dynamiques pour que la culture dominante ne puisse en liquider la charge poétique seulement en les donnant à représenter à ses artistes selon une perspective dérisoirement humanitaire, et que par conséquent un désir d'utopie imprègne à nouveau l'air du temps, il y a certes à parier que de la part de ces gens-là, tout sera fait pour donner de l'utopie une image confusionnelle ou répulsive. Au printemps dernier, cette image, à toutes fins utiles, était mise au service d'une campagne publicitaire pour je ne sais quelle marchandise. La propagande s'organisait autour des figures de Robespierre, Marx, Lénine et le Che. Passons sur le fait qu'aux yeux du publiciste, l'idée révolutionnaire ne saurait être représentée que par ces figures autoritaires, mais l'essentiel sur ces affiches était qu'elle apparaisse ridicule et dépassée par cette prétendue fin de l'histoire que le capitalisme entend assurer. Il y eut aussi ces mêmes mois, ce fut plus savant, une vaste exposition et un colloque à la Bibliothèque nationale autour de l'utopie: le but de la manœuvre était de conclure que toute tentative utopique mène inéluctablement soit à la Kolyma, soit à Auschwitz.

De la même manière que l'on s'acharne ainsi à boucler sous la vieille peur de l'enfer cette dimension imaginative du temps qu'est l'utopie – alternative historique et figure de l'altérité anachronique – ce sont d'autres figures de l'Autre qui sont aussi misérablement mises à l'épreuve, c'est à dire sous le boisseau de l'idiotie, par l'art contemporain. Il y a d'une part la reconnaissance dans le champ esthétique le plus convenu de « l'art brut » et la réduction de son apport à un jeu d'influences stylistiques. Et il y a aussi, d'une hypocrisie semblable à la repentance d'un pape, cette floraison de biennales qui exposent coude à coude des simulacres d'art faits à Paris, Berlin ou New-York et d'autres généralement imitant leur démarche misérabiliste, mais produits à Ouagadougou

ou à Port-Moresby. Toute autre forme de civilisation ayant été méticuleusement asservie puis éliminée depuis 1492 par le colonialisme, et donc éteinte la vivacité de ce que l'on se querelle à nommer arts sauvages, arts primitifs ou arts premiers, l'on estime que conséquemment aux progrès de l'alphabétisation et la constitution jusqu'au fin fond des déserts et des jungles de valeureuses équipes de football, un nouvel art a pu naître, qui soit l'hybride entre des survivances traditionnelles et les acquis pratiques de la « post-modernité » occidentale. Juste retour des choses, n'est-ce pas ? Puisqu'il ne faut pas oublier cette invasion de fétiches, il y aura bientôt un siècle, dans les ateliers de Derain, Picasso ou Kirchner. Quelques soient les spéculations marchandes et idéologiques régissant l'entrée d'artistes non occidentaux dans le champ de foire ou



s'épuise la sensibilité contemporaine, il n'est pas sans intérêt de noter combien y sont centrales les manœuvres visant à disqualifier le sens et l'expérience de l'altérité, qui sont pourtant le prétexte de ces démonstrations. L'une de celles-ci, tenue cet été 2000 à Lyon, s'intitulait « partage d'exotisme ». L'exotisme éprouvé comme renvoi d'ascenseur, il apparaît clairement que ce qu'il peut y avoir de perturbant en l'Autre – des êtres survivant à l'agonie ou à la mort de leur civilisation – doit être minimisé, passé au tamis de l'entendement occidental. Ainsi bien sûr en est il du rapport à l'art, oscillant sans cesse de la référence religieuse à l'esthétique,

cependant que ni l'une ni l'autre de ces significations telles qu'elles ont cours ici ne sont ou n'étaient admises là-bas.

Car l'Autre est toujours ailleurs, dans une excessive distance qui est à la merci seulement de la pensée poétique. La connaissance de cette altérité qui dans l'écart utopique fut signifiée par Fourier, dans l'écart géographique par Gauguin ou dans l'écart intérieur par Desnos par exemple, est ce vers quoi s'oriente toute activité poétique réellement subversive, puisque l'utopie de la poésie faite par tous ne peut être que celle d'individus expérimentant une poésie mettant en jeu toutes les virtualités de leur être, comme en cascade.

GUY GIRARD ■



ET L'ÉCRITURE AUTOMATIQUE DE LA GRÈVE SAUVAGE ?

A l'occasion du business olympique de Sydney le métro parisien a vu fleurir, par voie d'affiches, une campagne d'éducation artistique des masses laborieuses. Des individus génétiquement modifiés, vulgairement appelés « sportifs de haut niveau », commentaient telle ou telle œuvre d'art. Un exemple de cette « esthétisation de la vie quotidienne » dont nous parle Guy Girard dans son texte « Cascade ». Ou l'art comme « supplément d'âme » (dixit un de ces commentateurs) du métro, boulot (précaire), dodo. Alors que l'art rejoint le sport sur les quais du métro, même un médaillé olympique comprendra que, aujourd'hui plus que jamais, tout est politique. Dès le premier numéro, *Oiseau-tempête* a donné une place particulière au rapport entre création et subversion. On y revient souvent sur les contradictions de l'activité créatrice et son rapport à la transformation du monde, sur l'Art comme activité séparée, devenu un outil étatique de pacification sociale. Depuis quelque temps, ce débat est devenu plus pointu au sein du collectif de la revue. Ce qui nous permet de préciser nos différences et délimiter le chemin possible à parcourir ensemble. Des articles dans ce numéro attestent de cette confrontation et des désaccords en présence. Les quelques paragraphes qui suivent sont une réaction au texte déjà cité de Guy Girard, dans lequel, malgré un style qui obscurcit quelque peu sa lisibilité, l'auteur défend explicitement une position politique sur ces questions.

Je pense que nous serons tous d'accord pour dire qu'un acte poétique garde « un potentiel éman-

cipateur », qu'il est « une figure de l'utopie », dès qu'il « induit que l'impossible est du domaine du possible ». Bien sûr, il n'a d'importance que s'il incite à s'interroger sur ses propres possibilités créatrices conduisant à l'émancipation générale. Ainsi, le langage poétique et le langage de la critique sociale poursuivent la même finalité. Ceci étant, dans le texte de G. Girard, l'activité créatrice, l'acte poétique, me semble n'être perçus, que comme pure démarche personnelle, ou de petit groupe, isolée des conditions matérielles concrètes de l'existence, du système d'exploitation capitaliste dans lequel nous vivons. Ce qui donne à ses propos une tonalité particulièrement idéologique. Je me demande si toute action collective qui va au delà des limites institutionnelles et des processus intégrateurs ne peut pas être considérée – d'après ce que vient d'être dit – comme un acte poétique. La Commune parisienne de 1871, la révolution des soviets russes de 1917, celle des conseils allemands de 1918, l'insurrection prolétaire en Espagne 36, mai 68, la révolte de Los Angeles en 1992, une grève sauvage, des expropriations, ne seraient-elles pas des actes poétiques dont la portée contagieuse dépasse de loin une toile, ou un essai de libération du langage ? Certains diront que la poésie est alors dans la rue. L'acte poétique social échappe plus facilement aux contradictions de l'acte poétique individuel ou de groupe, lequel existe, dans cette société, dans des circonstances bien précises ; celui de la marchandisation et des institutions. Peut-on isoler une création visuelle, ou de langage, du cadre où elle s'exprime ? Accepter que « nul œuvre poé-

tique n'est jamais achevée, puisque » le regardeur « faisant le tableau », revient à rejeter la séparation qui produit l'Art, l'Artiste, au même titre que le Politicien ou l'Écrivain. Alors la position et la place sociale du « regardeur » a son importance, le rapport social à la création aussi. Un récital dans un centre culturel ou une expo dans une mairie ou une banque ont-ils la même virtualité subversive que cette poésie qui est dans la rue ? Sans doute, dans les deux cas « le regardeur » dont parle Duchamp est-il présent. Mais il n'est pas dans la même situation, il n'a pas la même attitude, il n'est pas le même. Le processus de contagion est différent, « le regardeur » continue l'œuvre autrement. On ne peut pas faire exploser, à coup de barres de fer, une relation sociale, pas plus qu'on ne peut croire qu'un acte poétique se suffirait à lui-même comme élément de rupture. Comment et pourquoi un acte poétique individuel, ou de groupe serait-il plus protégé du pouvoir récupérateur du système qu'un acte politique ? Le croire ne relève-t-il pas d'une prétention élitiste qui rejoint la naïveté ? Et lorsque G. Girard nous explique que l'utopie sociale procède de cette utopie intérieure, nous sommes carrément renvoyés à un débat politique bien connu. Quelle différence avec la vieille conception selon laquelle la pratique subversive procéderait de la conscience politique ? Le contraire est aussi vrai, au moins en partie. Peut-être plus encore, dans la mesure où il semble impossible de nier que ce fut toujours au cours des périodes de rupture sociale que l'utopie intérieure s'est épanouie. Mai 68 ou la révolution allemande ont plus enflammé l'imagination poétique que les pratiques subjectives de tel ou tel groupe. Dans les moments de révolution le langage poétique et celui de l'émancipation sociale se rencontrent, se nourrissent l'un l'autre. Les membres des conseils ouvriers de la révolution hongroise de 1956 n'avaient probablement jamais lu des proclamations dadaïstes pas plus que les jeunes de Los Angeles n'avaient eu le loisir de regarder des collages de Max Ernst ou d'écouter la poésie de Gherassim Luca. On conviendra que la subversion des « fondements de toutes les activités humaines » est une tâche gigantesque. Laquelle ne saurait être menée à sa fin par

des recherches rendant compte des pratiques subjectives de l'utopie. La subversion de ce monde exige le renversement du réel. Ça creuse en dessous, car « tout est dessous » et c'est là qu'il faut chercher¹. Mais limiter ce « tout » à la virtualité de l'individu c'est s'enfermer dans l'individualisme. Et les mineurs qui creusent les galeries les plus fécondes sont-ils ceux qui s'attellent aux questions du langage poétique ? Cette recherche risque de devenir une activité séparée, besogne de spécialistes en utopie, élite éclairée ! Peut-être parce qu'il craint lui-même la dérive, G. Girard nous rappelle brièvement que ce sont les luttes sociales qui chargent l'air du temps d'un désir d'utopie. Mais alors, à quoi bon, justement ?



DANS UN DE SES PRÉCÉDENTS NUMÉROS, la revue publia un texte sur les Progressistes de Cologne². Les positions de ce groupe de révolutionnaires des années vingt, qui s'exprimaient, entre autres, par la création visuelle, sont d'une originalité peu connue. Pour ces amis de Rosa Luxemburg, de Ret Marut alias Traven, de Landauer et Mühsam, les nouvelles formes de tout acte poétique (visuel ou écrit) ne pouvaient pas apparaître « tant que de nouvelles formes n'apparaissent pas en dehors du tableau ». En d'autres mots : la dite recherche ne peut pas découvrir grand chose qui enrichisse l'utopie en dehors d'un bouleversement social ; l'avant-garde poétique ou artistique n'existent pas, pas plus qu'une direction révolutionnaire ; enfin, il ne faut pas avoir d'illusions sur le pouvoir de l'acte poétique. Pas plus d'ailleurs que sur l'acte de volontarisme politique. En lisant le dense texte de Guy Girard je me suis dit que nous n'avons pas beaucoup avancé dans ce débat. Le pouvons-nous, dans « ce temps de manque » ? En attendant, il ne me semble pas que la revue *Oiseau-tempête* aie vocation à servir de caisse de résonance à des illusions de cet ordre, lesquelles tendent à remplir le vide laissé par la faillite, par ailleurs heureuse, des avant-gardes politiques. Tout au contraire.

UN REGARDEUR,
ALIAS CHARLES REEVE ■

1 - « Bons à quoi, les poètes », Serge Bricianer, *Oiseau-tempête* n°4, 1998.

2 - « Modernisme et communisme antibolchévique », Paul Mattick Jr., *Oiseau-tempête* n°4, 1998.



ALLEMAGNE, LES PLAIES DU MUR

Il y a, dans *Planète sans visa*¹ de Jean Malaquais, se détachant dans la foule des citoyens moyens complices de la barbarie, pendant la Seconde guerre mondiale, quelques êtres originaux. Des communistes internationalistes qui refusent l'asservissement à l'ignoble et tentent de s'opposer au déferlement du chauvinisme meurtrier en faisant de la propagande révolutionnaire parmi les prolétaires allemands enrôlés dans la Wehrmacht. Défiant la Gestapo et les collabos de la révolution nationale, ils appellent à la fraternisation contre l'ennemi commun. Ce qu'ils osaient alors dire nous semble aujourd'hui une évidence. «*Inciter les masses à en finir non pas avec le capitalisme en tant que tel mais avec le fascisme, sa variante obligée, (...) est une monumentale escroquerie que des millions d'hommes paieront de leur vie pour le plus grand bénéfice des divers capitalismes aux abois*»². Des gens pas raisonnables, par certains des apatrides, risquant leur vie sans s'abriter sous le drapeau de la « Résistance » soumise à Staline ou à De Gaulle. Les parents de Marco Geoffroy, communistes internationalistes, étaient de la partie. Malaquais, qui s'en fit le témoin dans son livre, était membre de la tribu et leur ami.

Lors de la fameuse « Libération », le futur père de Marco échappa de peu à l'exécution sommaire : la « Résistance » n'avait pas trouvé trace de patriotisme dans son activité pendant la guerre. D'ailleurs à juste titre : cette bande d'irréductibles ne s'était-elle pas opposée aux mots d'ordre chauvins de « À chacun son boche » et plus tard aux héroïques pratiques consistant à tondre publiquement les femmes « coupables » d'avoir fréquenté un homme sous uniforme allemand ? Internationalisme versus nationalisme, c'est là toujours l'essentiel du sujet.

Né dans un milieu où le tourbillon de la politique révolutionnaire était synonyme de vraie vie, l'enfance de Marco Geoffroy fut bercée par les histoires de la Révolution russe et des Conseils allemands. Il ne s'en est jamais remis ! Début des années 50, ses parents émigrent au Venezuela.

Peu avant mai 68, il se sépare politiquement de son père et de ses amis, qui formeront plus tard le groupe *Révolution internationale*, devenu plus tard, en 1975, le *Courant Communiste International*. Après le joli mois de mai 1968, il fréquentera le milieu du communisme anti-autoritaire.

Installé à Berlin, de 1969 à 1972, il fonde, avec des camarades de l'ex-SDS³ la revue *Die Soziale Revolution ist keine parteisache* (« La Révolution sociale n'est pas une affaire de parti »), d'après la fameuse formule d'Otto Rühle, théoricien anti-bolchévique du courant communiste des Conseils, dans les années trente. Puis, au hasard de la vie, Marco retourne au Venezuela pendant treize ans, tout en gardant des contacts avec ses ami(e)s resté(e)s dans la vieille Europe. En 1985, il revient en Allemagne. Il habite à Berlin depuis 1992, dans un immeuble collectif, qui se trouve pratiquement sur l'ancienne ligne de séparation entre l'Ouest et l'Est...⁴

Des comités d'action travailleurs-étudiants de Paris 1968 à l'activité extraparlamentaire du SDS berlinois; des débats sur le nationalisme tiers-mondiste à Caracas aux années de plomb de l'Allemagne de la fin de la guerre-froide ; de la montée de la militance écologiste à la gueule de bois de la post-réunification, que reste-t-il ? Où en sommes-nous ? Comme au début de l'ère de la démocratie bourgeoise, la « Question allemande » est devant nous ☐



OT : Des deux événements récents, la chute du Mur et la guerre du Kosovo – première intervention de l'Allemagne en dehors des frontières nationales depuis la deuxième guerre –, lequel a selon toi le plus marqué l'Allemagne ?

Marco : Il est évident que c'est la chute du Mur. Puisque la chute du Mur, c'est l'unification illusoire de l'Allemagne, très présente, avec une cassure qui continue à exister aussi bien dans les mentalités que dans l'économie.

Quant à l'intervention militaire de l'Allemagne en dehors de ses frontières, c'est surtout un événement annonciateur d'une évolution. Annonciateur dans le sens où le capita-



● Invectives. Texte de Barthélémy Schwartz & dessin de Bruno Richard ●

lisme allemand commence à se donner les moyens militaires de sa puissance. À l'Ouest, l'intervention militaire a été perçue avec bonne conscience, comme une conséquence naturelle de l'idéal démocratique. Alors qu'à l'Est, on y a vu plutôt la continuité de l'attitude arrogante et hypocrite de l'Ouest. De toute façon, il n'y a que dans les milieux intellectuels que l'intervention a été perçue comme un fait marquant de l'histoire récente.

Qu'en est-il, depuis la chute du mur, du milieu alternatif de Berlin – particulièrement présent à l'Ouest dans le quartier de Kreuzberg, dans les années 70 et 80 ?

Le milieu alternatif est lui aussi coupé en deux, entre l'Est et l'Ouest. A l'Est, c'était, déjà avant, un milieu artiste et le centre de l'opposition intellectuelle et de la dissidence. Il n'y avait pas de liens avec la partie Ouest, quelques amitiés, c'est tout. Un milieu autonome s'est développé depuis dans la partie est de Berlin, un peu sous les mêmes formes que dans la partie ouest, mais sans qu'il s'agisse d'un seul et même milieu. Par contre, il y a eu l'arrivée dans ces milieux de Polonais, de Hongrois, de Russes, parfois d'Anglais et ça c'est nouveau depuis la chute du mur, surtout à Berlin Ouest. Ce sont des gens qui choisissent vraiment de vivre dans ce milieu. Berlin continue à être une ville très tolérante dans le «quotidien» pour tous ceux qui veulent vivre différemment.

Kreuzberg, c'était le bout du monde de Berlin Ouest. Depuis la chute du Mur, le quartier se retrouve au centre de la nouvelle métropole. C'est une zone où il y a près de 20% d'étrangers, des Turcs surtout, depuis longtemps.

Est-ce que les squats se sont maintenus ?

Il reste encore des squats, avec une forte tendance à la «légalisation». Il y a eu des évacuations manu militari, accompagnées d'affrontements violents, mais relativement peu, surtout après la chute du Mur. Dans la plupart des cas, on négocie.

J'habite un immeuble «communautaire» – un de ces immeubles assez anciens, à la frontière entre Berlin Ouest et Est, non entretenus depuis des années –, qui a été occupé juste après la chute du Mur par un petit groupe de squatters de l'Est et de l'Ouest. Il y a eu la question de la restitution des biens aux anciens propriétaires, une famille juive exterminée, comme pas mal de bâtiments dans certains quartiers du vieux Berlin. Les héritiers ne tenaient pas à récu-

pérer tout ça et les squatters ont essayé de trouver des proprios qui veuillent bien reprendre les immeubles en acceptant leur présence; ils ont négocié avec la ville des subventions afin de restaurer les bâtiments. C'était plus ou moins en marche, mais les tensions à l'intérieur du groupe, entre autres entre les gens de l'Ouest et de l'Est, ont été fortes et le projet a été abandonné. Ils n'ont quand même pas voulu laisser tomber le lieu et ont passé une annonce proposant la reprise du projet. On l'a repris pratiquement dans les mêmes conditions. On a un bail pour 20 ans et on paye un loyer. C'est l'association des locataires qui administre l'immeuble et le nouveau propriétaire ne fait que percevoir une partie du loyer total.

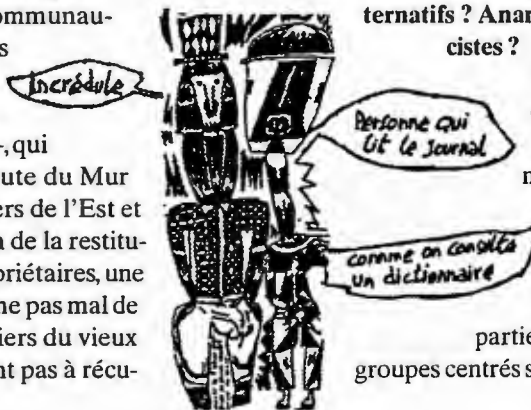
Les squatters qui ont opté pour cette logique de légalisation, ont-ils eu des débats sur la question ? Est-ce que tout ça ne va pas vers une normalisation du quartier qui devient ainsi de plus en plus « fréquentable » et intéressant pour les promoteurs ?

Je ne vivais pas en Allemagne au moment où le mouvement des squats était le plus fort, en 1981-82. Là, il y a eu des affrontements entre ceux qui voulaient négocier et ceux qui ne voulaient pas, et aussi des bagarres avec les flics. C'est finalement la fraction disposée à négocier qui a eu le dernier mot. Il y a donc eu une espèce de normalisation. En Allemagne et surtout à Berlin, les squatters sont exclusivement des jeunes, la plupart sans famille, cela prend un caractère momentané, un mode de vie provisoire. Cela ne ressemble pas à ce que je connais en France.

En Allemagne, il y a une espèce de choix de ce mode de vie collectif et «en rupture», du moins en apparence, sans propriétaire, sans autorité, souvent dans le bordel mais assumé. Une volonté de se mettre en marge. Ce n'est pas la pauvreté qui est en question: les Turcs vivent dans les mêmes quartiers mais ne squattent pas, ils sont en location légale.

Quelle est la sensibilité politique de ces milieux alternatifs ? Anarchistes, ou plutôt Antifascistes ?

La mouvance anarchiste est très faible, elle ne pèse pas. Il s'agit plutôt d'une mouvance antifasciste («antifa» dans le jargon militant), avec ce que cela a de divers, de peu structuré. Les antifa appartiennent à une mouvance de groupes centrés sur la lutte contre toutes les



expressions et manifestations du milieu néo-nazi et raciste. S'y mêlent des jeunes écoeurés ou menacés par la violence brutale de ces groupes d'extrême-droite, mais aussi des ex-stalino-maoïstes recyclés. L'État et le gouvernement sont perçus comme des complices de cette extrême-droite, et la haine des flics y est très présente, mais cela s'arrête souvent là. Cela donne par exemple ces fameux « Premier mai » de violence quasi-rituelle. Depuis des années, le Premier mai est devenu en Allemagne et à Berlin en particulier, le grand jour des groupes autonomes. On manifeste et, traditionnellement, cela se termine avec des affrontements avec la police à Kreuzberg. Cette année, un groupe de flics a diffusé sur Internet un appel adressé aux autonomes, qui disait à peu près ceci : « *Nous comprenons très bien l'esprit des manifestants. Ce sont des jeunes qui ont envie de vivre, de résister à la monotonie de la vie quotidienne et qui ont besoin de manifester leur vitalité le Premier mai. Nous sommes des jeunes policiers et, en tant que jeunes, nous avons des intérêts en commun. Pourquoi ne pourrions-nous organiser des fêtes ensemble ?* » Ces flics se présentaient à visage découvert, avec leurs noms et photos sur le réseau Internet. D'ailleurs, dans la nuit qui précéda le Premier mai la police organisa des concerts rock, invitant les jeunes à y participer. Il y avait là tout un groupe de jeunes flics en shorts à l'air joyeux. Les jeunes n'ont pas marché et ça a fait un flop.

Est-ce que ce courant anti-national ne tourne pas au nationalisme inversé, fondé sur l'idée d'une nation allemande intrinsèquement mauvaise, génitrice de monstre ? Une sorte d'anti-nationalisme un peu maladif et qui n'a rien à voir avec l'internationalisme.

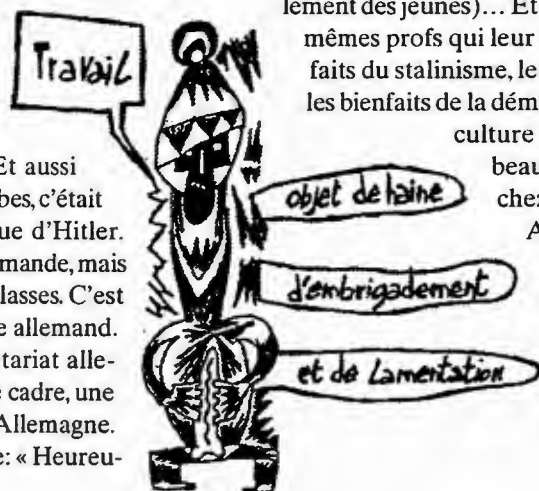
Oui, c'est ainsi que je le vois. Pour ces milieux, tout ce qui est allemand est par définition dangereux. Tout ce qui se passe, même internationalement, est vu à travers ce prisme: par exemple dans les oppositions à la guerre du Kosovo, bizarrement, l'idée a été développée selon laquelle l'Allemagne avait réussi à manipuler les États-Unis et l'OTAN à ses propres fins. Et aussi que le bombardement des Serbes, c'était la continuation de la politique d'Hitler. C'est un rejet de la société allemande, mais sans rapport avec la lutte de classes. C'est vraiment le rejet du fait d'être allemand. Pour eux, se référer au prolétariat allemand, ce serait encore dans ce cadre, une façon de remettre en avant l'Allemagne. Il y a même des gens pour dire: « Heureu-

sement qu'il y a eu les bombardements de Dresde, on aurait dû faire des Dresde partout ». C'est-à-dire anéantir la population ! C'est en fonction de ce caractère anti-national que certains groupes antifa se structurent politiquement et théorisent à l'extrême. C'est dangereux, car cela se retourne comme un gant. Par exemple, dans le camp favorable à la guerre au Kosovo, chez les intellectuels issus du mouvement des Verts, il y a eu cet argument : on doit intervenir au Kosovo parce qu'il faut défendre des intérêts qui ne sont pas allemands. D'ailleurs, le gouvernement avait présenté adroitement cette intervention comme en rupture avec la néfaste tradition allemande. Ainsi, tous les débats publics ont tourné autour de la question : est-ce que c'est une rupture ou une continuité avec la politique allemande ? Par contre, la question des intérêts économiques et politiques du capitalisme allemand n'est presque jamais posée.

Est-ce qu'il y a un décalage entre les jeunes de l'Est et ceux de l'Ouest ?

Il y a un grand écart à de nombreux niveaux. Les jeunes de l'Est sont culturellement et politiquement traités comme si l'Est avait été et continuait à être « mauvais ». Tout ce qui vient de l'Est est foireux: les usines sont improductives, on doit changer le nom des rues, les panneaux de signalisation sont remplacés (sans raison). Les gens de l'Est se voient comme des «étrangers» dans leur propre pays, comme « punis ». Là-dessus se greffe le fait que dans l'administration publique locale, on a importé des gens de l'Ouest, des spécialistes, des « décideurs ». Ils se retrouvent à l'Est avec des salaires supérieurs aux gens de l'Est et avec une bonification supplémentaire parce que travaillant à l'Est ! Les gens de l'Est se sentent « colonisés ». Si on rajoute le fait que le chômage diminue à l'Ouest et continue d'augmenter à l'Est (plus de 20% avec des régions à 30%, essentiellement des jeunes)... Et dans les écoles de l'Est, les mêmes profs qui leur avaient expliqué les bienfaits du stalinisme, leur expliquent maintenant les bienfaits de la démocratie. La crédibilité de la culture politique dominante est beaucoup moins grande à l'Est chez les jeunes qu'à l'Ouest.

Alors pas mal se rabattent sur ce qu'ils peuvent : les emblèmes nazis, la consommation... dont les signes extérieurs ont beaucoup plus d'importance à l'Est qu'à l'Ouest.



C'est vrai que si la mouvance antifa est très présente, c'est que la violence des fachos est beaucoup plus manifeste qu'en France – plusieurs dizaines d'assassinats depuis la chute du mur –, même si cela n'a pas l'ampleur qu'on dit. L'immense majorité des actes de violence est l'œuvre de petits groupes dans l'ombre. Les cas de violence au grand jour, au vu et au su de tous, continuent à être rares. Très peu de jeunes arborent des emblèmes nazis (interdits, il est vrai...), alors que le nombre de jeunes qui, à Berlin, et dans les autres grandes villes affichent ouvertement leur antifascisme militant est nettement plus considérable. Sauf dans deux cas très précis (Rostock et Hoyerswerda), il n'y a pas eu d'ambiance de pogrom. Alors qu'à l'Ouest le stalinisme a surtout laissé sa marque dans les mouvements anti-fascistes, à l'Est il semble qu'il y ait un lien entre la culture nationaliste du stalinisme et la montée de ces groupes fachos. Il faut ici rappeler que, à l'époque de la RDA (République Démocratique Allemande), les travailleurs immigrés, notamment vietnamiens, étaient parqués dans des immeubles contrôlés et soumis à des restrictions de mouvements et de contacts avec la population. Il est notable qu'à l'Est, au niveau électoral, la base du PDS (ancien PC de la RDA) est constituée de gens de plus de cinquante ans, alors que les électeurs d'extrême-droite se recrutent surtout parmi les jeunes générations.

Pour en venir aux problèmes du travail et des conditions d'emploi est-ce qu'il y a une différence entre l'Ouest et l'Est dans le processus de la flexibilité et de précarisation ?

A l'Ouest, il y avait déjà un processus bien entamé avant la chute du mur, surtout avec le développement de l'individualisme après 1968 qui a peu à peu imprégné le monde du travail. Ce genre de réaction n'a pas existé à l'Est. La classe ouvrière de l'Est est plus soumise et en même temps beaucoup moins flexible que celle de l'Ouest, c'est-à-dire plus habituée à suivre des normes mais pas à les interioriser individuellement. A l'Est, on reste très dépendant de l'État, on attend de lui qu'il assume ses responsabilités. Les gens qui viennent de l'Est tendent à faire leur travail plus méthodiquement, mais en même temps beaucoup plus traditionnellement. Ils viennent plus tôt le matin, mais ont plus de mal à accepter que les heures supplémentaires aillent de soi. Ils sont néanmoins plus enclins à se soumettre à la volonté patronale.

A l'Ouest, on arrive plus tard, on regarde moins sa montre, on se prend davantage à une certaine motivation dans le travail, surtout dans les bureaux. Depuis la crise de 1992-93, la migration de travailleurs de l'Est vers l'Ouest a continué, ce qui fait que dans les boîtes à l'Ouest, il y a beaucoup moins de résistance, l'acceptation y est encore plus généralisée. Les gens originaires de l'Est ont vraiment la trouille de se retrouver au chômage; c'est ressenti par eux comme une dégradation sociale, il n'y a pas seulement l'aspect économique. Il arrive que dans des usines, les gens continuent à bosser même si les salaires ne sont pas versés ou avec beaucoup de retard – chose complètement impensable en Allemagne de l'Ouest, il y a 10 ans.

Concernant les organisations syndicales à l'Est, est-ce que c'est comme à l'Ouest où tout est regroupé dans une seule fédération ?

La fédération syndicale de l'Est a été intégrée dans l'organisation syndicale de l'Ouest, mais les cadres, les structures d'entreprise sont restées les mêmes, dans la mesure où ces entreprises continuent à exister. Je dirais que les gens de l'Est sont restés plus attachés à l'appareil syndical et à une vision syndicale collective.

Lors des négociations syndicales, il y a quelques grèves d'avertissement par-ci par-là, mais c'est du genre : « Bon, vous pouvez faire 2 heures de grève, allez-y... » Ce sont des grèves-surprises, mais très courtes et essentiellement dans la fonction publique. Dans le secteur de l'industrie privée : la métallurgie, la chimie, les réformes de flexibilité passent facilement. Il faut souligner que le droit de grève est beaucoup plus rigide en Allemagne qu'en France. Il y a tout un processus bureaucratique préalable à la grève et d'abord une négociation pendant laquelle il est permis de faire des « grèves d'avertissement » très courtes ! Si les négociations échouent, il est fait appel à un médiateur... Officiellement, les fonctionnaires n'ont pas le droit de grève... Et puis, il y a des critères à respecter : par exemple une grève est jugée illégale si elle est déclenchée pour des motifs qui ne concernent pas directement les salaires ou les conditions de travail, ou encore si elle n'est pas approuvée par 75 % des adhérents...

Les motifs politiques ne sont pas « valables » dans le déclenchement des grèves. En fait, ces limites sont posées pour éviter les grèves de solidarité. Une grève de solidarité est donc considérée comme une grève politique.

ACTIONNAIRE



DISPENSÉ DE SOUFFRIR

Qu'est-ce qui te frappe le plus dans les conflits sociaux en Allemagne aujourd'hui ?

Eh bien, le fait justement qu'il n'y a plus ou presque plus de luttes ouvrières. C'est vraiment pesant, comme une sorte de résignation sociale quasi générale. Et cette résignation s'accouple à cette nouvelle spéculation boursière. Il y a tout un secteur de jeunes entre 20 et 30 ans qui s'y lancent, avec Internet, et cela commence à prendre des proportions importantes. C'est lié aussi au fait qu'on est en train de démonter toute la protection sociale. Le jeu de la bourse est présenté par le gouvernement comme une alternative à la protection sociale.

Il y a le cas remarquable de ce qui s'est passé dans une grande entreprise du BTP, déjà importante avant la guerre et qui, sous le régime nazi, avait fonctionné avec du travail forcé. En 1999, elle s'est trouvée au bord de la faillite. Avec 20 000-30 000 ouvriers dans toute l'Allemagne, ça fait désordre social. Il y a eu un vent de panique. Les syndicats ont fait directement appel à Gerhard Schröder. Une issue fut alors trouvée débouchant sur un accord entre les banques, le patron et les organisations syndicales. En échange d'un allongement du crédit permettant une poursuite de l'activité de l'entreprise, les organisations syndicales devaient s'engager à accepter que 10% des salaires soient versés à un fonds d'investissement de l'entreprise et que la semaine de travail soit portée à 43 h. Depuis lors, cet accord de sacrifices consentis est salué comme *la* solution sociale : la « sécurité de l'emploi » au prix d'une baisse des salaires réels et d'un allongement de la journée de travail. C'est en tout cas ainsi que l'accord fut publiquement « vendu ». Le Comité d'entreprise l'a signé alors que la fédération syndicale du bâtiment y était opposée, car il cassait la convention nationale et bouleversait toutes les données des relations de travail. Mais l'opposition la plus forte est venue du patronat des autres entreprises du bâtiment, qui y voient une concurrence déloyale. Depuis, et à cause de cette opposition, l'accord n'est toujours pas appliqué, le patronat faisant pression pour que les nouvelles conditions acceptées dans cette entreprise soient provisoires et bien délimitées à celle-ci. Que cela passe aux yeux des ouvriers pour une solution acceptable est significatif, c'est l'expression de cette passivité sociale, l'acceptation fataliste des difficultés du capitalisme.

L'Allemagne continue à être l'exemple-type de ce que peuvent être les perspectives d'intégration des pays de l'Est dans une économie

mondialisée dans les prochains 30 ou 40 ans. En Allemagne, ça se passe à l'intérieur d'un seul pays et comme cela se passe mal, on peut imaginer pour les autres pays de l'Est...

Venons-en à la question du contrôle social, sur les jeunes en particulier ? Nuremberg, par exemple, est devenue une des villes test. On y a créé une brigade spéciale de la police chargée de ramasser dans les rues les gosses qui font l'école buissonnière...

C'est possible, surtout en Bavière ! Sous prétexte de la montée de la drogue, de la violence et de la délinquance, les projets de contrôle social se déploient dans le discours public. Cela va de la vidéosurveillance urbaine aux mesures musclées dans les écoles. C'est un thème nouveau dans le débat politique. Pour le moment c'est moins développé qu'en France. Cela ne passe pas très bien dans la classe politique, parce que c'est perçu comme allant à l'encontre de l'idéologie libérale, anti-étatiste à la mode et dont les Verts sont aujourd'hui des défenseurs acharnés. Pourtant, l'Allemagne a un passé récent très riche de répression étatique. Il suffit de se rappeler la loi sur les interdictions professionnelles, au nom de laquelle des centaines de personnes furent exclues du service public, de la fin de la guerre aux années 70. Il suffisait pour cela d'être accusé d'attitudes opposées à la Constitution. Tout d'abord sous la pression de la guerre froide et ensuite, vers le milieu des années 70, sous le prétexte de soutien à la RAF (Fraction Armée Rouge) et autres groupes armés.

Finalement, c'est la victoire des réalistes partout, chez les squatters aussi bien que chez les Verts. Dans les mouvements féministes aussi. Un peu partout il existe des lieux associatifs liés au mouvement féministe qui organisent des débats et des activités. Alors que les thèmes sont parfois intéressants, ces lieux sont subventionnés par les institutions officielles et les activités payantes. Un grand écart qui met mal à l'aise.

Le mouvement féministe fut une manifestation essentielle de ce qui surgit suite à l'explosion/dissolution du SDS, l'hiver de 69-70. C'était à l'époque une force indépendante, très militante et avec beaucoup de débats théoriques. Maintenant, on peut considérer que le mouvement féministe s'est intégré dans les institutions à travers les Verts.

La victoire de la tendance réaliste sur celle des fondamentalistes



(plus radicaux) au sein des Verts date de 1991. Les réalistes étaient organisés autour de Joschka Fischer – qui lui était dans l'appareil d'État depuis 1985, ministre de l'environnement dans le gouvernement social-démocrate de l'État de Hesse. Les *fondamentalistes*, s'opposaient à la politique de coalition et considéraient que l'abandon de la politique nucléaire n'était pas négociable. Ils défendaient aussi, dans leur discours tout au moins, un fonctionnement démocratique et basiste des institutions du parti. Bien que leur fonctionnement et leur attitude ne trahissent souvent l'esprit manipulateur d'une partie de leurs adeptes provenant de groupes maoïstes des années 70. Ce conflit entre les deux tendances a grandi jusqu'au congrès de Frankfurt en 1991, au cours duquel les *fundamentalistes* furent mis en minorité et une fraction dirigeante quitta le parti. Une dirigeante des *fundamentalistes*, Jutta Ditzfurth, avait traité J. Fischer de «Machiavel vert»...

Une troisième tendance, les *pragmatistes*, s'alliait aux *réalistes* et demandait l'abandon des « rêves utopistes ». Les *pragmatistes* étaient très liés à une partie du mouvement féministe organisé, mettaient en avant un programme de quotas, exigeant que 50 % des postes du parti soient occupés par des femmes alors que le pourcentage de femmes dans le parti était inférieur.

Aujourd'hui, les Verts tiennent un discours libéral et antiétatique. C'est un parti qui représente une partie des classes moyennes, dans la couche des professionnels libéraux, des milieux technocrates ainsi que des milieux culturels et artistiques. C'est aussi une tranche d'âge ; il n'y a pratiquement plus personne en dessous de quarante ans chez les Verts. Les activistes des mouvements antinucléaires et pacifistes n'en font plus partie. Déjà, ils sont peu nombreux et là où ils existent ils sont en opposition avec le parti Vert. Les Verts sont rentrés au gouvernement en affirmant qu'en deux ans on fermerait définitivement la première centrale nucléaire ; maintenant ils ont accepté un délai de trente-deux ans... Ce qui fait que le parti a perdu toute prise sur les mouvements de base qui continuent de s'agiter sur ces questions. Reste la nostalgie de toute une génération avec un discours très vague de liberté. Le ministre vert des affaires étrangères, Joschka Fischer

est devenu aujourd'hui l'ennemi public de tout ce qui se manifeste comme opposition radicale à l'ordre établi. Ce brillant parvenu de la politique avait été compagnon de Daniel Cohn Bendit dans le milieu spontanéiste. Il était proche de ces autonomes, qui se sont « établis » en usine, à Frankfurt au début des années 70.

Tu étais arrivé à Berlin la première fois en 1969 ; depuis que de changements !

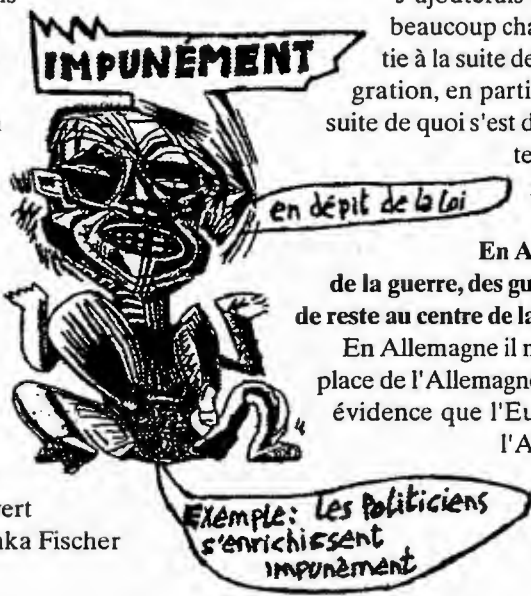
Berlin se caractérise par cette accumulation de cassures. À tous les niveaux. L'urbanisme, certainement, mais aussi les histoires sociales, les conflits, qui se superposent les uns aux autres sans continuité. C'est là un aspect particulier à la situation allemande. Cinquante-cinq ans après la fin de la guerre, il y a encore des immeubles sur lesquels on voit des impacts des balles. Et, en même temps, c'est un pays très riche. Comme s'il y avait des plaies qui n'avaient pas cicatrisé et que déjà on était ailleurs. Cette ville qui fut coupée en deux, maintenant réunifiée ; ce mur maintenant tombé, mais qui continue à exister dans la tête des gens, dans l'architecture, dans les conditions de vie (les salaires à l'Est sont toujours, en moyenne, environ 80 % de ce qu'ils sont à l'Ouest). On sent que rien n'a été résolu, que tout s'accumule, que rien n'est homogène. La différence c'est qu'en 1968-69 il y avait une perspective d'espoir, il y avait un mouvement qui s'inscrivait dans un mouvement international, une atmosphère d'optimisme. Alors qu'aujourd'hui il n'y a plus de mur mais la perspective est bouchée.

Est-ce que cette question de la cassure se pose pareillement dans la société française ? Je pense que non, qu'en France le passé est plus organiquement intégré au présent.

J'ajouterais enfin que la vie urbaine a beaucoup changé en Allemagne, en partie à la suite de différentes vagues d'immigration, en particulier celle des Turcs. À la suite de quoi s'est développée une vie de rue intense qui n'existait pas auparavant.

En Allemagne, il y a la question de la guerre, des guerres. La question allemande reste au centre de la question de l'Europe...

En Allemagne il n'est jamais question de « la place de l'Allemagne dans l'Europe ». C'est une évidence que l'Europe n'existerait pas sans l'Allemagne. Il y a une sorte d'identification. On n'a pas besoin de parler de l'Allemagne, on parle de



l'Europe et tout le monde comprend que c'est la même chose. Implicitement c'est évident que les intérêts du capitalisme allemand y sont bien représentés.

La France, elle, peut se poser la question de sa place, elle a bien raison. C'est ce qu'on sent au niveau des discours officiels.

Et puis il y a le mark allemand qui est en passe de devenir la monnaie d'échange dans toute une zone de l'Europe, en Europe centrale et depuis peu dans les Balkans. Le simple fait qu'au Kosovo le mark ait été institutionnalisé comme monnaie officielle en dit long.

L'Euro n'est pas du tout vu en Allemagne comme une monnaie différente du mark. La baisse de l'Euro fait les gros titres de la presse mais cela n'inquiète pas particulièrement les capitalistes allemands qui y voient pour le moment une stimulation des exportations, l'élargissement de leur part de marché.

La zone économique allemande s'est élargie à l'Est. Comment est-ce perçu ?

Dire que les économies des pays de l'Europe centrale, à l'est de l'Allemagne auraient été avalées par le capitalisme allemand, serait exagéré. Certes sa zone d'influence s'étend. Tout d'abord parce que le mark y est accepté comme monnaie d'échange, ensuite parce que les liens commerciaux (exportation/importation) sont relativement importants, enfin, parce qu'il y a une intégration du marché du travail de ces pays dans l'économie allemande. On y a acheté des entreprises, investi. On peut exploiter sur place ou importer une main d'œuvre qualifiée moins chère. Mais je ne pense pas que la totalité des économies des pays de l'Est soit déjà intégrée dans la sphère occidentale. Seulement certaines branches. La domination allemande y est forte mais d'autres capitalismes sont présents, la France, les États-Unis. La France, par exemple a pratiquement mis la main sur le secteur des assurances et de la banque, l'Allemagne a pris plutôt le contrôle des entreprises industrielles rentables.

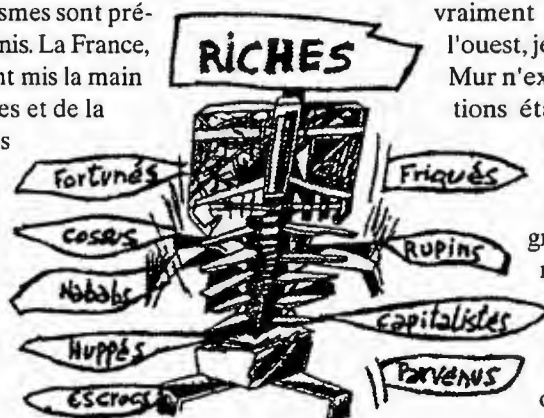
À mon avis il y a un aspect qui mérite attention. Quand je viens en France je constate qu'il y a toujours une présence de la classe ouvrière, sous sa forme syndicale, revendicative, réformiste, certes. La même chose

pour ce qui est des grèves syndicales. Cela fait partie du quotidien. En Allemagne c'est différent. Au début du siècle ce fut le pays de l'Europe où les conflits de classe furent les plus violents et les plus radicaux. Aujourd'hui, parler de conflits sociaux relève de l'anachronique. Car en parler c'est déjà évoquer une menace. Bien entendu, il y a des conflits sociaux ; les classes n'ont pas disparu en Allemagne. Seulement on ne s'y reconnaît pas, on n'en parle pas. Un signe intéressant est l'utilisation du mot *prolo* ; en allemand, *prolo*. Dans la langue parlée, c'est carrément péjoratif. Le *prolo*, c'est l'ouvrier qui boit, qui bat sa femme et les enfants, qui n'a rien dans sa tête, qui se soumet à la discipline, quelqu'un sans valeur. Dans le milieu antifa et autre on utilise souvent le mot *prolo* comme insulte, de façon méprisante. Le *prolo* est en quelque sorte la base du fascisme. Ce n'est pas la peine de parler de la classe ouvrière allemande aux antifa. Cela aussi a changé depuis 68. Cela n'avait alors jamais ce caractère dépréciatif.

Est-ce que la révolte ouvrière à Berlin, en 1953⁵, reste une date marquante, un peu mythique ? Cet événement fut très important dans les années 60, la première révolte ouvrière anti-bureaucratique. Est-ce qu'on peut penser que cette révolte renforça cette peur du mouvement ouvrier qui marque la pensée dominante en Allemagne ? Que cela ait terrorisé la bureaucratie à l'Est c'est clair ; ils l'ont prouvé en le massacrant. Mais à l'Ouest ?

Oui, c'est une date qui a marqué. Mais il ne faut pas oublier que, bien sûr, cette révolte contre le stalinisme fut utilisée à fond en Allemagne de l'Ouest comme élément de propagande anticommuniste. Une des grandes artères berlinoises qui, en venant de l'ouest, débouche sur la porte de Brandebourg porte depuis cet événement le nom de « Rue du 17 Juin », date du début du mouvement. Ont-ils eu

vraiment peur que celui-ci passe à l'ouest, je ne le pense pas, même si le Mur n'existait pas encore. Les conditions étaient différentes. En Allemagne de l'Est, par contre, la révolte s'est généralisée à partir de Berlin à d'autres grandes villes. Je dirais, et là je me trompe peut-être, que l'événement n'a pas tout à fait disparu des mémoires. Mais pas en tant que révolte ouvrière. Au contraire de la Hongrie où, paraît-il, il ne reste pas de souvenir de la révolution des Conseils ouvriers de 1956⁶.



Enfinement, beaucoup de noms pour si peu de gens

Dans les groupes de 68 et ensuite y avait-il des analyses de cette révolte de 1953 ? A l'époque, c'était encore proche...

Le SDS, qui se définissait au départ comme une gauche extraparlamentaire, était une organisation très hétérogène. Dans sa grande majorité, dans ses tendances principales, il y avait un projet de critique du stalinisme de l'Allemagne de l'Est. Rudi Dutschke était lui-même originaire de l'Est⁷. La présence de mouvements ouvriers en Allemagne de l'Est et dans d'autres pays de l'Europe centrale communiste, faisait partie de la réflexion théorique du SDS. Oui, 1953 a marqué ce mouvement et lui a donné une distance par rapport au stalinisme.

À l'occasion des « cérémonies » des trente ans de 68 (et d'une certaine manière, contre elles) un certain nombre d'anciens du SDS ont ressenti le besoin de se retrouver à Berlin. Il y avait, avant tout, la rage de voir leur histoire monopolisée dans un cadre officiel. Et le désir d'en faire une sorte de bilan entre eux. Alors, depuis deux ans, on se réunit une fois par mois ; entre vingt et quarante personnes sont présentes. On discute un peu de tout, à bâtons rompus. En gros ce sont ceux et celles qui sont restés fidèles aux positions antiparlamentaires du SDS et qui, par conséquent, n'ont pas grand chose à voir avec les Verts. Car la plupart des cadres des Verts viennent des groupes qui suivirent la dissolution du SDS. Ceci dit, toutes les cassures de l'époque se retrouvent là, des courants pro-Mao aux courants plus libertaires. Chacun ayant fait son cheminement personnel, on se les raconte. On se sent moins isolé mais ça n'aboutit pas à grand chose politiquement. C'est vraiment une réunion d'anciens, avec parfois des débats plus ouverts.

Aujourd'hui, dans la mesure où des groupes politiques radicaux organisés existent, ils sont constitués de gens dans la quarantaine. Il y a une coupure avec la génération de 68, mais aussi avec les très jeunes, de 15 à 25 ans. En Allemagne en tout cas il y a une cassure : entre trente et quarante ans il y a peu de personnes actives politiquement. Entre les générations extrêmes les contacts se font souvent par les réseaux familiaux, plutôt que par l'activité politique. Voilà encore la cassure dont je parlais. En France il y a une continuité des groupes politiques, aussi bien chez les trotskistes que chez les anarchistes. C'est moins vrai en Allemagne. La plupart des groupes qui existent ont quin-

ze-vingt ans au plus. Il n'y a pas de filiation directe avec 68. Ne parlons pas de liens ni de références aux groupes et mouvements des années vingt. Le fascisme, la guerre et le stalinisme sont passés par là. Il n'en reste absolument rien, c'est le trou noir.

Peut-être que les conséquences sont encore plus lourdes en France où la mémoire de cette continuité est en grande partie passée par la culture de la gauche, aujourd'hui en crise. Les acquis, les conquêtes, tout ce qui leur donnait un contenu, volent aujourd'hui en éclats. Et aujourd'hui c'est cette même gauche qui achève cette démolition, avec la loi des trente cinq heures et la généralisation de la précarité. La culture ouvrière est elle aussi détruite par la déstructuration de la vieille classe ouvrière, réduite à un ersatz de la culture syndicale. Car ici aussi, le stalinisme a fait son œuvre.

Est-ce qu'il y a toujours une peur de l'Est ; de ce qui se passe au delà de la Pologne, en Russie ? Une peur irrationnelle, construite autour d'images précises, la décomposition de l'État soviétique, les mafias, Tchernobyl, etc. ?

Oui, aujourd'hui l'Est commence après la Pologne, État qui semble bien contrôlé par les pouvoirs occidentaux. C'est une peur fondée sur l'imprévisible. Alors, il vaut mieux prévenir, verrouiller les frontières. L'Est est vu comme un élément potentiellement déstabilisateur, l'émigration étant un aspect de la « barbarie ». Comme partout, le capital allemand est favorable à l'immigration contrôlée, et un peu d'immigration illégale c'est toujours bien. Mais il y a l'obsession du déferlement. Les contrôles des frontières à l'Est sont extrêmement durs. On a dernièrement appris que les services secrets allemands avaient collaboré avec les services russes en Tchétchénie. Que l'ordre règne à l'Est ! Ce qui montre bien le degré d'hypocrisie des jérémiades sur les droits de l'homme et autres devoirs d'intervention. Du point de vue des intérêts géopolitiques de l'Allemagne, la préoccupation première c'est que l'ordre règne à tout prix à l'Est.

Paris-Berlin,
septembre 2000



1 – Jean Malaquais, « Planète sans visa », Phébus, 1999.

2 – Ibid, p. 160.

3 – Sozialistischer Deutscher Studentenbund (Fédération des étudiants socialistes d'Allemagne), voir plus loin dans le texte.

4 – Marco Geoffroy a publié, en 1996, avec Sylvie Deneuve et Charles Reeve, *Au-delà des passe-montagnes du sud-est mexicain, Ab irato*.

5 – Parti d'une grève des ouvriers du bâtiment à Berlin contre l'augmentation des normes décidée par le gouvernement, le mouvement se répandit rapidement à l'ensemble du territoire remettant en cause le régime lui-même mais également la division de l'Allemagne et prenant dans les grandes villes des formes insurrectionnelles. Les tanks russes écrasèrent le mouvement et la répression fut féroce.

6 – Les ouvriers profitèrent du mécontentement de l'intelligentsia et d'une tentative de la bureaucratie de se soustraire à l'emprise russe pour s'organiser en Conseils, s'établissant ainsi partiellement comme pouvoir autonome. Le tout fut écrasé dans le sang par l'armée rouge. Plus de 150.000 insurgés s'enfuirent vers l'Ouest.

7 – Rudi Dutschke était un des dirigeants le plus en vue du SDS à Berlin. Il fut victime d'un attentat en avril 1968 des suites duquel il est décédé, en 1980.

LES NOUVELLES METHODES DE CONTRÔLE DANS LE COMPLEXE CARCÉRO-INDUSTRIEL AMÉRICAIN



Arrêté en 1970, pour le meurtre présumé de deux flics, Marshall « Eddie » Conway, ancien dirigeant des Black Panthers de Baltimore, fut condamné à perpétuité et incarcéré au pénitencier de l'État du Maryland. Son inculpation, en l'absence de preuves matérielles, semble avoir fait partie de la campagne secrète de l'État américain lancée à la fin des années 60 pour détruire les Panthères Noires. Depuis 30 ans, Eddie n'a cessé de se battre depuis sa prison¹. Dans une interview récente (1999), il réaffirme la nécessité d'une « résistance critique au complexe carcéro-industriel américain » : « La tendance aux États-Unis est d'utiliser ce que j'appelle le "complexe carcéro-industriel" comme méthode de génocide contre tous les gens de couleur. C'est donc une question critique que de résister à l'expansion de ce système. Il y a actuellement plus de deux millions de personnes enfermées et des millions soumises à un contrôle judiciaire. C'est la même méthode que celle utilisée en Allemagne dans les années 30. (...) Nous devons organiser à l'intérieur et à l'extérieur un mouvement anti complexe carcéro-industriel pour enrayer sa croissance. Le complexe carcéro-industriel ainsi que l'épidémie de drogue sont les deux moyens utilisés pour saper le développement de mouvements en faveur du changement. » Dans « Les nouvelles méthodes de contrôle... » (1998), dont nous donnons ici l'essentiel, Eddie analyse le changement dans la méthode de contrôle des prisonniers et du sens de ce complexe.

NOTICE ET TRADUCTION
PAR GOBELIN ☐

En avril 1970, quand je suis entré en prison, il y avait, dans le Maryland, sept grandes prisons et moins de 7000 prisonniers. Aujourd'hui, il y a 34 grandes prisons et plus de 23 000 prisonniers dans un État de quatre millions d'habitants. Depuis cette époque, les prisons qui étaient des institutions simples sont devenues des complexes qui ressemblent à des camps de concentration. Alors que

les Noirs des ghettos urbains représentent 75% de la population carcérale du Maryland, plus de 80% des prisons sont implantés dans des zones rurales blanches. La plupart de ces complexes pénitentiaires sont situés à plus de 150 km des grandes villes et donc des familles et des organisations de soutien des détenus. Au cours de la même période, la population carcérale féminine a triplé dans l'État et l'extension des

prisons pour femmes se poursuit. La plupart des nouvelles prisons construites depuis vingt ans l'ont été dans des zones rurales frappées par la crise où la disparition des emplois d'ouvriers a transformé les mentalités des populations. Dans les années 70, aucune région du Maryland ne voulait de prison à proximité. Mais quand les usines ont commencé à déménager ou à fermer, on a assisté à une concurrence féroce entre les régions pour obtenir la construction de prisons. Les prisons offraient en effet des emplois de gardiens aux ouvriers devenus chômeurs. Aucun emploi ne fut jamais créé dans les grandes villes, dont les chômeurs devinrent rapidement les prisonniers qui remplirent les nouvelles prisons.



AU COURS DE CETTE PÉRIODE, on a aussi observé un changement de la méthode de contrôle des prisonniers. En 1970, le principal outil de contrôle de la population carcérale était la force physique. Cette situation entraînait de nombreux conflits entre détenus et gardiens. Aujourd'hui, les principaux outils de contrôle sont les drogues illicites (visibles et occultées) et les gadgets électroniques comme les postes de télé, radios, téléphones, micro-ondes et magnéto-

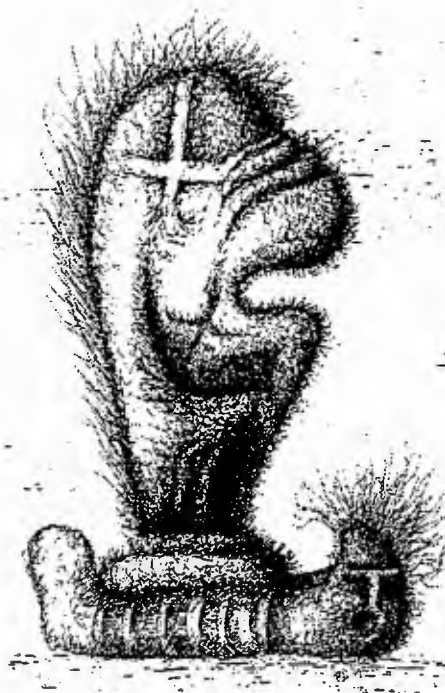
scopes. Aujourd'hui, la plupart des conflits opposent les prisonniers entre eux à propos de la drogue ou d'activités liées à la drogue. L'efficacité de ces nouvelles méthodes apparaît clairement dans la disparition des révoltes dans les prisons. Entre le milieu des années 60 et le milieu des années 70, il y a eu de nombreuses révoltes dans les prisons du Maryland. Aujourd'hui, le gros de la population est passif et il n'y a plus de soulèvements importants.

Dans le même temps, la notion de base gouvernant le système carcéral a également changé. Dans les années 70, cette notion était la réhabilitation. De nos jours, la croissance du complexe carcero-industriel est guidée par la notion d'entrepôt. Les intérêts bien compris des fournisseurs de marchandises et des utilisateurs de produits des industries d'État ont favorisé le développement d'un véritable empire carcéral, qui est désormais le deuxième employeur de l'État du Maryland ! Non seulement le système ne cesse de s'étendre mais les prisonniers sont détenus de plus en plus longtemps. Les prisonniers sont eux-mêmes devenus un produit lucratif, sans parler du fric gagné grâce au faible coût de leur travail.

EDDIE CONWAY ■

1 - Le comité qui organise sa défense peut être contacté à «Justice for Eddie Conway - POB 39202, Baltimore, Maryland 21202, USA», ou sur Internet : <http://www.ecstruggle.com>

● Paul Surma ●



BRÈVE RENCONTRE AVEC LE JEUNE HEGEL

« Rien de grand ne s'est jamais produit sans passion,
rien de grand ne peut s'accomplir sans elle »

HEGEL

O ne se méfiera jamais assez de ces moulinettes de la “ recherche intellectuelle ” qui transforment toute idée vive en produit culturel.

Espérons que toujours viendront d'inventifs saboteurs qui sauront rappeler que le savoir du réel, qui fut confisqué au profit du réel – et quel réel ! – ne peut être que le vouloir qui délivre du réel. Le seul gai savoir est celui qui conspire contre le réel, quand il arme l'action afin qu'elle soit la sœur du rêve. Dans cette perspective, toute “ étude ” ou réflexion s'éviderait d'elle-même, qui ne s'inscrirait pas, si peu et si immodestement que ce soit, dans un projet de transformation de l'ordre des choses.

Hegel s'est passionnément impliqué dans les bouleversements de son époque, une époque grosse de la nôtre, travaillée par la Révolution française et la révolution industrielle. La part si belle et si terrible, essentielle toujours, qu'il fit à l'histoire, à l'action des hommes – a bouleversé le monde des idées et joua un indéniable rôle de ferment chez d'aucuns qui, de Bakounine à Marx, pour ne citer qu'eux, allaient donner du fil à retordre à bien des pouvoirs. Parce qu'il a forgé l'outil de la pensée négative et que celle-ci prendra vie dans la pratique de la seule classe capable d'en porter le feu critique, Hegel, qu'il l'ait voulu ou non, fut présent dans les mouvements révolutionnaires du 19^e. Son influence inquiéta toutes les puissances, jusque dans des temps encore assez proches: il fut *persona non grata* dans l'URSS stalinienne et dans l'Allemagne nazie.



ET AUJOURD'HUI ? Faut-il le laisser aux mains seules de l'institution universitaire ?

La lecture de Hegel peut-elle induire un “ rebondissement ” de la pensée libératrice, longtemps réfugiée, pour le meilleur ou pour le pire, à l'ombre du “ marxisme ” ? N'importe-t-il plus de voir comment il a analysé ce *je est un autre*, la séparation entre soi et les autres, le monde écrasant des objets et le devenir possible du sujet ? Et comment il a mis à nu, sous le signe de la relation du maître et de l'esclave, la division des hommes entre eux, sous toutes ses formes

jusqu'au ravage ultime de la division du travail – que ce soit la séparation entre la Cité et l'homme, l'homme et Dieu, l'homme et la nature, la Raison et l'Histoire, l'Universel et le Particulier, l'homme et lui-même donc.

Si, comme l'a écrit le jeune Hegel « le besoin de la philosophie naît de la scission », c'est peut-être en retraçant la genèse de cette prise de conscience particulière qu'on pourra y trouver encore quelques armes critiques propres à enrichir « l'algèbre de la révolution » (Herzen).



*Et c'était dégoûtant la Bastille debout
Avec ses murs lépreux qui nous racontaient
tout*

*Et toujours nous tenaient enfermés dans leur
ombre!*

*- Citoyen! citoyen! c'était le passé sombre
Qui croulait, qui râlait quand nous primes la
tour!*

*Nous avons quelque chose au coeur comme
l'amour.*

Arthur Rimbaud

HEGEL A MOINS DE VINGT ANS quand la Bastille est prise le 14 juillet 1789... Il en est surgi comme un éclair d'orage et de joie inouï dans le ciel étroit du séminaire à Tübingen, en Allemagne, où il étudie avec ses compagnons Schelling et Hölderlin. Dans la correspondance enfiévrée et les écrits du jeune Hegel à Tübingen et à Berne ensuite où il assurera sa survie comme précepteur jusqu'en 1796, frappe le ton jubilant d'un pour qui sa propre jeunesse et la jeunesse d'une époque ne font qu'un, quand l'histoire individuelle se joue dans le destin de la collectivité, dans l'histoire de tous et de chacun en perpétuel mouvement, non pas dans la fadeur consensuelle, mais dans le vibrant échange de la confrontation... Comme s'il reprenait le grand cri de Hutten : « Les esprits se heurtent de face, c'est un plaisir de vivre! » C'est ce rêve ancien, et de toujours, d'unité, d'indivision entre l'universel et le particulier, de transparence entre les hommes que les événements révolutionnaires français sont venus ranimer. Grâce à ces bouleversants

échos d'outre-Rhin, le jeune Hegel peut affronter le vieux monde déchiré non pas sous l'angle désespéré de l'inéluctabilité, mais comme déjà voué à la transformation, sinon à la disparition.

Et fortement s'impose à lui l'idée de la connaissance comme acte critique, c'est à dire décrivant les choses comme potentiellement autres, *le ver dans le fruit*, jamais acceptées telles quelles (et éternelles) sous le sot prétexte qu'elles ont la durée pour elles. Et c'est le regard et l'esprit enfiévrés et comme délivrés par les exigences radicales de la Révolution française qu'il veut dans une approche historique et critique s'emparer du réel, dont il pense déjà à l'instar des Bras-nus : *Non, ces saletés-là datent de nos pas...* (Rimbaud).

Dans une lettre du 16 Avril 1795 à Schelling, Hegel insiste sur le mal profond que la Révolution qu'il veut en Allemagne, et ailleurs, doit conjurer afin que disparaisse « le nimbe qui entourait les têtes des oppresseurs et des dieux de la Terre » :

« Religion et politique se sont entendues comme larrons en foire; la première a enseigné ce que voulait le despotisme: le mépris de l'espèce humaine, son incapacité à réaliser un bien quelconque, à être par elle-même quelque chose [...] Grâce à la propagation des idées qui montrent comment quelque chose doit être, disparaîtra l'indolence des gens satisfaits, disposés à accueillir éternellement les choses comme elles sont. [...] Je m'adresse toujours à moi-même cet appel de l'auteur des Vies [Hippel, romancier contemporain de Hegel] : "Tendez de toutes vos forces vers le soleil, amis, afin que le salut de l'humanité parvienne bientôt à maturité ! Que veulent les feuilles qui nous font obstacle ? Que veulent les branches ? - Frayez-vous un chemin vers le soleil, et si vous en éprouvez de la fatigue, cela aussi est bon ! Vous n'en dormirez que mieux !" »

QUAND LA POÉSIE ÉTAIT FAITE PAR TOUS OU LE BEL ÂGE ANTIQUE SELON HEGEL

PARCE QUE C'EST DANS " l'air du temps " et aussi dans l'enthousiasme que lui a fait partager son ami Hölderlin, c'est une vision idéale du monde antique (aux limites, il est vrai, un peu imprécises dans le temps et dans l'espace) qui l'avait éclairé sur l'abjecte trivialité de la société allemande, nourrissant ses rêves subversifs. Le " génie " du peuple grec, c'est pour le jeune Hegel « un fils de l'heureuse fortune et de la liberté, un élève de la belle fantaisie poétique ». C'est sa réserve d'espoir, son royaume d'utopie, " sa bonne vaulx ", son " âge d'or " :

« La volonté des hommes était libre, obéissait à ses propres lois, ou ils ne connaissaient pas de commandement divin, ou s'ils qualifiaient la loi morale de commandement divin, celui-ci ne leur était donné nulle part en toutes lettres, il régnait de façon invisible (Antigone). En outre les hommes reconnaissent en chacun le droit d'avoir sa volonté, qu'il fût bon ou mauvais. Les bons reconnaissent pour eux-mêmes le devoir d'être bons, mais respectaient en même temps chez l'autre la liberté de pouvoir ne pas l'être, et n'instituaient par ce fait ni une morale divine, ni une morale faite par eux-mêmes ou abstraite qu'ils puissent imposer aux autres. » (Fragments de la période de Berne.)

La Cité antique (mythique !), selon Hegel, c'était la relation vivante de l'individu avec la société, dans ce lien actif, qui l'unissait au Tout de la cité, aux hommes et aux dieux, « dieux dont le culte et les fastes n'étaient que l'occasion de liesse plus générale. »

L'emprise de la propriété, ce déséquilibre funeste que crée l'accumulation des objets, des richesses et leur concentration, n'est pas, dès le début de sa réflexion, traitée de façon marginale, mais d'une façon minutieuse qui rejoint certaines analyses modernes (Pierre Clastres et Marshall Sahlins). Ainsi, Hegel raconte comment la Cité grecque, consciente de ce danger mortel pour la plénitude, la liberté et le bonheur de la communauté, avait organisé, rituellement, pourrait-on dire, l'innocuité des fortunes :

« Si dans les États de l'époque moderne, la sécurité de la propriété est le pivot autour duquel tourne toute la législation et auquel se rapporte la plupart des droits des citoyens [...] en maintes occasions, il fut bien entamé, le strict droit de la propriété, ce cher souci de nos autorités, la fierté de nos États. Dans la constitution la-cédémonienne, la sécurité de la propriété et de l'industrie était un point qui n'entraîne pas en ligne de compte, oublié, pourrait-on dire. A Athènes, les citoyens riches étaient délestés habituellement d'une partie de leur fortune [...] A quel point la richesse disproportionnée de certains citoyens est dangereuse même pour la forme la plus libre de la constitution et combien elle est en mesure de détruire la liberté



1. L'Idée. - 2. Le Devenir. - 3. Le Système. - 4. Le Système. - 5. L'État. -

elle-même, voilà ce que montre l'histoire. » (cité dans Rosenkranz, Hegels Leben)

Et :

« A cause de cet avoir stable des choses, l'homme n'aurait pas rempli les conditions négatives, préalables à la religion, à savoir d'être libre de toute objectivité absolue, de s'être élevé au-dessus de toute vie finie. Du fait qu'il a gardé quelque chose pour lui, qu'il est toujours impliqué dans un processus de domination d'autrui ou pris dans une dépendance, il est incapable de s'unir à la vie infinie. C'est pourquoi il offre en sacrifice une partie de ses biens dont le destin ne lui permet pas de se détacher, une partie seulement, car son destin est inévitable et ne peut être supprimé. De ce qu'il offre, il détruit une partie devant la divinité, et pour détruire le reste, il lui enlève autant que possible son caractère particulier en le partageant avec ses amis, et aussi par le fait que c'est devenu un surplus inutile. » (Systemfragment)

de leur richesse, leur concédèrent volontiers et librement une hégémonie et une puissance dans l'État [...] L'hégémonie librement concédée s'affirma bientôt avec violence. » (Fragments de la période de Berne)

L'emprise des objets et de leur possession auparavant justement redoutées s'est installée avec la mainmise de quelques-uns sur le peuple. La toute-puissance de ces biens accumulés transformera les relations entre les gens et l'emploi de leurs jours; l'inégalité créée par leur accumulation, c'est la condition de nouveaux rapports de domination.

Ainsi l'occasion faisant le larron, la cupidité a eu raison de la belle totalité harmonieuse. Le peuple avait cédé les rênes du pouvoir en toute liberté, croyant pouvoir à chaque instant les reprendre, mais lui-même ce faisant avait changé, perdant dans cette abdication le coup d'œil d'ensemble, que donne le lien solidaire et vivant d'êtres libres. Chacun devint un petit rouage d'un ensemble qui lui échappait, et sacrifia sa liberté à sa sécurité matérielle. C'était accepter de réduire son être tout entier à l'avoir, se faire objet dans le monde des objets que de mettre ceux-ci et soi-même sous la protection mafieuse de l'État, produit de ces conditions nouvelles.

◆◆◆◆◆

SI DONC à cette époque bénie aux yeux du jeune Hegel, les richesses ne s'accumulaient pas de façon inégale et excessive, ce n'est pas parce que les conditions économiques rendaient cette accumulation impossible, mais c'est parce que les habitants de la Cité ne le voulaient pas, préférant un monde d'harmonie et de réciprocité. C'est ainsi qu'alors l'économie n'était pas "politique" (c'est à dire à la fois cause et effet de la domination de quelques uns sur la multitude).

Jusqu'à ce que cet équilibre consciemment entretenu, mais forcément fragile, ne sombre dans une néfaste "accélération de l'histoire". Car cette belle page de la vie mythique-antique s'est dé faite :

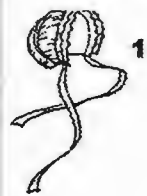
« Voici que des guerres victorieuses, un accroissement de la richesse et de l'habitude prise de plus de confort dans la vie et de luxe, produisirent à Athènes et à Rome une aristocratie de la gloire guerrière et de la richesse, on octroya à ses membres maîtrise et influence sur beaucoup d'hommes; ces derniers corrompus par les actes et plus encore par l'usage que ces hommes influents faisaient

◆◆◆◆◆

L'ÉCONOMIE, un peu fantomatique dans la Cité antique idéale du jeune Hegel, rejetée hors les murs avec le travail des esclaves, (et c'est d'ailleurs là la grande faiblesse de ces premiers écrits de Hegel avant qu'il n'accorde une place essentielle au travail) voilà qu'elle intervient quand même en force, dans l'analyse de l'effondrement de la Cité, sous la forme peu élaborée il est vrai, de l'inégalité des fortunes, mais déjà décrite avec tout son cortège de domination, de violence, d'amputation de souveraineté, d'emprise des objets... L'économie apparaît alors -déjà- comme l'essence perverse de la politique. Cette dernière, maintenant distincte du bien commun et menant sa vie propre, séparée de la totalité de la Cité, se mettra tout naturellement au service de cette nouvelle aristocratie de la richesse :

« Il n'y eut plus d'activité pour un Tout, pour une idée, ou bien chacun travailla pour soi, ou bien y était contraint pour un autre individu singulier. » (Fragments de la période de Berne)

La plénitude de la totalité l'ayant abandonné, l'individu se trouve assujéti à une sphère particulière, engagé dans la jouissance médiocre de la propriété privée, réduit à la passivité « dans cette partie du Tout morcelé, confié à chacun » et « si insignifiante par rapport au tout. » A cet état d'esclave ne pouvait



3. La Conscience.
Le Savoir Absolu.

répondre qu'une religion d'esclaves, le temps n'est plus pour l'homme de se reconnaître dans un rapport total et libre avec les divinités, il n'en est plus capable, et elles ne lui seraient d'aucun secours. Il a perdu son autonomie, et c'est au christianisme de consacrer la perte de sa liberté morale. Cette religion le sauve du désespoir, mais en le maintenant comme esclave :

« Ainsi le despotisme des princes romains avait chassé de la terre l'esprit de l'homme; à celui-ci fut dérobée sa liberté, ce qui le força à mettre sous la protection de la divinité ce qui lui était éternel et absolu; la misère que le despotisme répandit avait forcé l'homme à chercher dans le ciel et à en attendre le bonheur. L'objectivité de la divinité fit son entrée en même temps que la dépravation et l'esclavage de l'homme, et ne consiste au fond qu'en une révélation, une apparition de cet esprit de l'époque. » (Fragments de la période de Berne)

Consacrant cette aliénation suprême qui est l'abandon de soi-même par soi-même, cette automutilation de l'individu, l'église a apporté une aide immense à l'État :

« L'église a enseigné à mépriser la liberté civile et politique comme de l'ordure en comparaison des biens célestes, et aussi à mépriser la jouissance de la vie. » (Quelle bonne préparation à la morale capitaliste du travail, que la condamnation du plaisir.)

Hegel dénonce l'action "chosifiante" donc mortelle de la religion :

« Ceci est l'action de la mort, l'homme cherche à devenir entièrement objet, à sa laisser diriger complètement par quelque chose d'étranger. Ce service s'appelle la dévotion. » (cité dans *Rosenkranz, Hegel's Leben*)



HEGEL FULMINE avec une indignation, plus proche des accents du curé Meslier ou d'Anarchisis Cloots que des raisonnements purement rationalistes de certains encyclopédistes, contre la mainmise du christianisme sur l'imagination des hommes, qu'il assèche en l'entraînant sur les voies abstraites du devoir préfabriqué. Tout élan, toute créativité, toute attitude de l'esprit ouverte sur le monde meurent sous le règne imposé de la stérile moralité, et l'homme lui-même devient de plus en plus étranger en ce monde. Il n'y est plus chez lui et sa vie ressemble de plus en plus à la mort.

C'est la figure de l'homme intégral d'avant l'irruption tyrannique du dieu-maître chrétien, au

temps mythique de la transparence, vivante, sans aucune connotation douceâtre, avec les dieux et la nature, quand le malheur de la scission n'avait pas encore frappé, qui hante l'imagination créatrice et émancipatrice du jeune Hegel. Pierre de touche toujours en filigrane dans l'appréhension désolée de l'homme des temps modernes en proie au malheur de la séparation et de l'asservissement, elle donnera toute sa profondeur à son analyse de l'aliénation. C'est le désir ardent (maintenant devenu concret pour Hegel et ses amis grâce aux événements révolutionnaires français) de retrouver l'unité féconde de toutes les créativités déployées dans un monde perdu, de ressusciter cette force que recèle "l'esprit du peuple" qui rendra ses attaques plus furieuses et impatientes contre les institutions dominantes.

Désormais, aux yeux de Hegel, dans l'histoire des hommes commencée sous le signe de l'heureuse Totalité et de la transparence, s'inscrira tragiquement la saga de l'aliénation. Le décor de l'histoire, de l'action possible des hommes est planté, c'est celui de la domination et de la servitude. Et c'est alors que « le sérieux, la douleur, la patience et le travail du négatif » vont rentrer en scène.

Car cette abjecte domination des maîtres sur les individus réduits à la soumission et à l'esclavage, donne à ces derniers pour peu qu'ils en prennent conscience l'occasion de se retrouver pleinement dans la révolte, dans la négation radicale renouant avec l'aspiration magnifique d'une vie libre et entière. Tout au long de sa vie, Hegel n'a cessé de pousser très loin et très concrètement l'analyse du monde capitaliste s'édifiant sous ses yeux. Il a vu la bourgeoisie triompher à la suite de la Révolution française, les rêves trahis, le règne de l'économie se renforcer et en a affûté sa critique.

Pourtant dans sa pensée quelque chose gravement s'est perdu en route. En bref, de ce monde qu'il décrivait implacablement irréformable, indigne d'individus dont il a su montrer les ressources infinies de création et de poésie, c'est à d'autres qu'il a laissé le soin de tirer les seules conclusions théoriques et pratiques de sa mise en perspective : seule la révolution peut donner à l'homme une chance d'être rendu à lui-même, redonner corps et élan à la promesse d'un monde vraiment nouveau. Comme l'avait rêvé l'ami du jeune Hegel, Hölderlin :

« S'il le faut, nous briserons notre lyre et ce dont les poètes rêvaient, nous le ferons! C'est ma consolation. » (Lettre à Neuffer, nov. 1794.)

LEILA ■

MON ÂME À LA SCIENCE

Dans cité X, entre les deux hémisphères de ce qui n'est déjà plus la Terre, des mutants zonent en jonglant avec leurs chromosomes.

Dans les usines, on recycle les poètes en animateurs de supermarché où les bébés « zéro défaut » s'étalent au rayon jouet.

Les entrepôts sont remplis de chômeurs en conserve qui attendent la prochaine extermination, les dernières promotions sur la chair à canon.

Depuis que les esclaves se suicident en se jetant sous les machines, il est interdit de se déplacer sans prévenir les boîtes de recyclage.

Quand l'agent qui décompte nos heures sur les computers me laisse du répit, je vais dans le cimetière loin de la ville pour faire croire que je suis toujours mortel.

Et le soir, il faut rentrer en évitant la réserve où des prolétaires inutiles dégénèrent en bêtes errantes.

Maintenant que les flics du mental patrouillent jusque tard dans la nuit, je me terre pour me taire, mais mon double joue à des jeux pervers dans les laboratoires où les chefs de production phagocytent l'humanité.

Depuis que nous nous sommes séparés de nos âmes, nous traînons dans ce monde toujours étale balayé par l'éternité.

JÉRÔME K. JÉRÔME □



● Posada ●

LYRE SERVANT À MESURER LE TAUX DE CYANURE DANS L'AIR

C'est la nuit. Je me retrouve parmi des personnes affolées et en colère courant dans tous les sens. Nous sommes poursuivis par des policiers. On ne voit rien de leurs visages que la lumière des réverbères qui se reflète dans leur visière en Plexiglas. Ils portent des masques à gaz, sont armés de matraques, de fusils lance-grenades et vêtus de leur équipement antiémeute.

J'emprunte la première ruelle qui se présente, au hasard. Peu à peu, le sentiment d'être pris dans une sorte de labyrinthe m'envahit. Au gré de ma fuite angoissée, je me vois déambuler tantôt dans une rue quelconque de Paris, tantôt au milieu d'un village qui me semble lointain.

À présent, un calme relatif s'est installé. La foule s'est organisée de façon à stopper l'avance des flics. Pourtant, nous sentons bien que les policiers sont toujours aux aguets, là-bas, à peine quelques rues plus loin. Bien que nous ne puissions les voir, nous devinons, pourtant, leur présence.

Je suis, maintenant, sur une petite place, faiblement éclairée, où je rencontre un groupe de camarades. Nous commentons les événements et, sans trop savoir comment, je me vois avec un étrange appareil dans les mains. Il a la forme d'une lyre et, sur les côtés, de petits hublots gradués laissent voir un liquide rouge semblable au mercure. J'apprends qu'il s'agit d'un engin, fonctionnant à la manière d'un thermomètre, destiné à mesurer le taux de cyanure dans l'air.

Selon mes camarades, la raison de l'émeute est intimement liée à cet instrument. Celui-ci, d'après leurs dires, aurait apporté la preuve irréfutable de l'asphyxie lente, mais progressive, des populations.



● La flamme du hibou. Guy Girard et Stephen J. Clark ●

ALFREDO FERNANDES □
Rêve du 1^{er} février 2000

... N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

NOUVEL ACTIVISME ET VIEUX NATIONALISMES

LES MOBILISATIONS EN FRANCE AUTOUR DE JOSÉ BOVÉ ont remis en évidence le flou et l'ambiguïté du concept de mondialisation. Derrière une résistance au rouleau compresseur de la logique capitaliste, il y a « le champ » (pour reprendre la formule chère à maître Bourdieu) des protectionnismes franchouillards et de politiciens à la recherche d'un nouveau souffle, déguisés en « forces vives du mouvement social ». Et si cette phobie de la mondialisation – charriant peurs et frustrations de tout genre soudées par un profond désir d'une sécurité « chez soi » – était aussi le terrain où se bâtit en douce une passerelle entre le populisme d'une droite extrême et celui d'une gauche déboussolée ? La fabrication médiatique d'un Chef n'étant qu'une facette accessoire de cette entreprise politique. Dans ce pays, province de l'empire Europe, il n'est pas facile de faire le partage entre les patriotes anti-mondialisation et les autres. Et ce n'est qu'une minorité qui désigne l'ennemi par son vrai nom, le système capitaliste.

A l'opposé, la société américaine ordinairement classée comme politiquement analphabète, a engendré un vaste réseau de groupes affinitaires regroupant de très jeunes activistes déterminés, se déclarant anticapitalistes et manifestant une imagination et un humour inattendus. Les actions contre la réunion de la Banque mondiale (à Seattle) et du Fonds Monétaire International (à Washington DC), les mobilisations contre les grandes messes politiques (Conventions républicaine et démocrate, respectivement à Philadelphie et à Los Angeles) ont avivé le débat politique aux États-Unis. Ci-dessous des extraits de deux textes qui circulent sur les listes de discussion Internet Outre-Atlantique¹. De la confrontation d'approches parfois contradictoires naît un intérêt accru. C. Carlsson – qui se place à l'intérieur du dit réseau – décrit les formes concrètes qui ont permis à ce mouvement de protestation de s'imposer et souligne, non sans un certain triomphalisme, ses potentialités. De son côté, J. Sakai – qui parfois se réfère à des thèses tiers-mondistes aux relents quelque peu maoïstes – critique l'euphorie post-Seattle en soulevant des questions pertinentes sur le caractère nationaliste des mobilisations anti-mondialisation.

OISEAU-TEMPÊTE □

VOIR L'ÉLÉPHANT À SEATTLE

Le mûrissement de l'action directe – À Seattle, des milliers de personnes, âgés de 17 à 25 ans, ont vécu leur première expérience d'action politique, la puissance de l'action non violente de masse, la répression policière et l'affrontement de rues. Que le Réseau d'action directe non violente ait réussi à bloquer les réunions de l'OMC le 30 novembre 1999, fut une surprise autant pour les membres du Réseau même que pour la police (...).

[Ces dernières années, diverses actions directes non-violentes avaient été menées aux États-Unis, par exemple contre des bases militaires et des sites nucléaires. Avec à chaque fois, une forte répression policière. Les techniques et l'expérience des protestataires se sont peu à peu développées.]

Ainsi la technique de s'enchaîner les uns aux autres, améliorée par l'usage de ciment et de grillage, mises en pratique par des douzaines de groupes affinitaires (de 5 à 25 personnes) en plusieurs endroits et au même moment, a fini par avoir à Seattle raison de la police. Le courage de ces activistes leur a permis de résister aux charges frontales et à l'usage de gaz chimiques par la police, qui, démoralisée, a souvent battu en retraite. Des répétitions en grandeur nature leur ont permis d'être prêts pour les affrontements. Un grand nombre d'entre eux étaient munis de masques à gaz. Chaque groupe affinitaire s'était assuré d'un soutien légal et d'une assistance médicale. (...) L'entraînement intensif qui avait précédé l'action du 30 novembre 1999, auquel s'est ajouté l'apprentissage rapide sur le terrain, a créé une

nouvelle génération d'activistes. Ce fut la meilleure des expériences possibles pour les centaines de jeunes, aussi bien du point de vue tactique que politique. Et pour tous ceux qui avaient été politiquement actifs au cours des dernières deux décennies (sans aucune efficacité), Seattle fut une riche expérience qui nous a redonné confiance.

La contre-propagande

Pour une fois, ce succès galvanisant ne pourra pas être noyé dans la propagande officielle. Le Centre de Media Indépendant, système de contre-information de base très sophistiqué, diffuse des dizaines de vidéos, de journaux, de tracts et de brochures. Installé dans une ancienne boutique, dans le centre-ville de Seattle, fonctionnant sans subventions officielles, le Centre occupait environ 200 personnes, des non-professionnels organisés en assemblée, recueillant l'information et la répercutant à l'extérieur. Pendant les cinq jours de manifestations, des vidéos et des bandes sons furent diffusées par Internet ; chaque soir, un documentaire d'une demi-heure fut produit et retransmis, par satellite, vers le réseau indépendant de T.V. câblées. Ces films d'une demi-heure circulent, par milliers de copies, montrés dans des salles, des classes et des locaux privés des États-Unis et d'ailleurs, faisant connaître ces expériences à ceux qui ne les ont pas vécues en direct. En diffusant leur propre témoignage, les manifestants de Seattle faisaient pièce à toute la foule d'experts de gauche et de droite qui tentaient de réduire le contenu de ces actions au dénominateur commun de leurs intérêts. Un quotidien parut également et des dizaines de cassettes furent enregistrées pour des radios indépendantes. Le Centre a ainsi réussi à briser le silence que les médias font régner sur ce genre d'événement. (...).

Le refus de l'automatisation dans les fermes

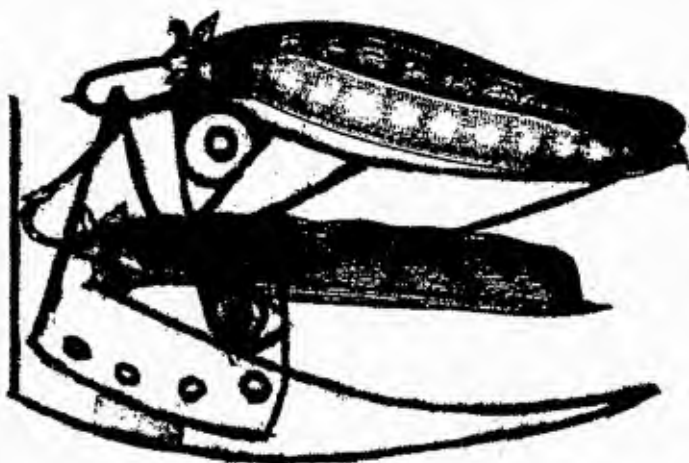
Écologistes, syndicalistes, paysans et activistes de couleurs diverses ont trouvé une unité facile dans leur opposition aux derniers développements de la production agricole, particulièrement l'introduction des OGM. (...) Malheureusement, cette réaction aux aliments produits par la bio-ingénierie tombe dans le piège réformiste qui focalise cette opposition sur la seule question de la « sécurité alimentaire ». Sans doute, les organisateurs de ces campagnes pensent-ils ainsi mobiliser, par la peur, un plus grand nombre d'Américains apathiques. Mais, si pour l'essentiel, cet argument

de la « sécurité alimentaire » met l'accent sur notre rôle de cobayes de l'agro-industrie, il laisse de côté le problème plus vaste de l'utilisation faite de l'entière planète pour des imprévisibles et dangereuses, expériences de manipulation génétique. (...)

Peut-être l'essor actuel des aliments bio, du jardinage communautaire, la rénovation de l'habitat, et, bien sûr, la préoccupation de la « sécurité alimentaire », sont-ils des manifestations d'un besoin de dépasser la vieille séparation entre la ville et la campagne... En tout cas, l'incroyable distance parcourue aujourd'hui par les marchandises alimentaires justifie, en partie, leur modification génétique, par recherche d'une plus grande durabilité et d'un cycle de vie plus long. Alors, l'opposition aux aliments génétiquement modifiés implique inévitablement le soutien à une production agricole locale, et une intégration de ressources naturelles dans notre environnement immédiat. Peut-être le nouvel « activisme alimentaire » représente-t-il une réappropriation par les travailleurs de leur propre activité, un désir de mettre la main à la pâte, en cultivant et préparant les aliments, en rétablissant une relation plus proche avec le cycle naturel des cultures et des saisons...

À Seattle, l'éléphant avait des formes différentes

[Certains membres du Réseau d'action directe critiquèrent les petits groupes autonomes qui se sont attaqués à la propriété privée, arguant que de telles actions allaient à l'encontre d'un élargissement du mouvement. Carlsson défend l'idée que tout mouvement social d'ampleur est porteur de choix stratégiques et tactiques divers et qu'il n'est pas acceptable que des manifestants érigent le respect de la propriété privée en règle éthique imposée à tous.



Des centaines d'autres ont considéré comme légitime l'attaque des vitrines des multinationales.]

(...) La direction de la centrale syndicale AFL-CIO avait organisé à Seattle une grande manifestation. Elle a tout fait pour éloigner les 35 000 militants syndicalistes du centre-ville occupé par les militants du Réseau d'action directe. Pourtant, et malgré les efforts du service d'ordre syndical pour dévier le flot des manifestants, des milliers de travailleurs sont parvenus jusqu'au centre ville. Ceux qui se trouvaient en première ligne avaient déjà reçu le renfort des étudiants, écologistes et gauchistes de toute sorte ; l'arrivée de nouveaux manifestants dans l'après-midi a consolidé la réussite de l'action et rendu possible le retrait victorieux dans la soirée, malgré les déclarations foireuses des chefs syndicaux².

Les pacifistes et les chefs syndicaux représentent l'opposition loyale à l'intérieur du système. Les manifestations anti-OMC coïncident avec la fin d'une longue période de néolibéralisme, d'affaiblissement du rôle interventionniste du gouvernement et de contrôle étatique du marché. (...) Les manifestants de Seattle se sont définis de façon ambiguë par rapport à ce moment historique. Beaucoup se déclaraient ouvertement anticapitalistes et décidés à agir pour renverser le système, sans pour autant avoir une claire idée de comment réorganiser les bases matérielles de la vie dans une planète de six milliards d'individus. D'autres cherchaient seulement la réforme du système, demandant aux technocrates de la globalisation une place à la table des négociations.

Pour ces réformistes, les attitudes «irresponsables» de certains manifestants saperaient leur crédibilité. Se montrer incapable de contrôler ces «irresponsables», était se révéler inutile aux yeux des capitalistes. Ces bureaucrates syndicalistes et «lobbystes» de gauche, évoluent confortablement dans un monde institutionnel, hiérarchisé où on négocie entre gens raisonnables. Que des groupes se placent en dehors de ce cadre et s'engagent dans des actions autonomes pour leurs propres buts et avec leurs propres tactiques, et voilà que les timides tentatives des réformistes sont mises en danger. Eux, les réformistes, ont la prétention d'apporter leurs lumières aux primaires néanderthaliens pour entamer les changements nécessaires à la stabilisation du système économique et assurer sa rentabilité future. *[Après Seattle, les autorités étudient ce qui s'est passé afin d'en tirer des leçons pour l'avenir. En particulier en ce qui concerne le contrôle policier et l'efficacité de la répression des manifestants³. De leur côté les manifestants doivent, eux aussi, réfléchir et chercher à innover dans leurs formes d'action.]*

(...) Une expression ancienne, datant des années de la ruée vers l'ouest, «Voir l'éléphant», se référerait au fait qu'on avait vu quelque chose d'exceptionnel. Dans la mesure où nous nous regroupons pour comprendre le sens politique et social de notre expérience à Seattle, nous pouvons dire que nous avons tous vu un éléphant.

CARL CARLSON, FÉVRIER 2000 ■

L'EXTRÊME-DROITE ET LA LUTTE CONTRE L'OMC

Il est illusoire de croire que l'opposition à l'OMC est, par sa nature même, une attitude de gauche. (...) Les manifestations anti-OMC de Seattle furent une expérience qui, du point de vue tactique, radicalisa beaucoup de participants. Mais, d'une façon plus générale, les gens de gauche ne se sont pas posés les questions de stratégie. De quoi s'agit-il ? Nous sommes peut-être en train de participer à la croissance d'un néo-fascisme. C'est pourquoi nous devons recentrer la lutte contre l'OMC dans la lutte contre la droite extrémiste – comme nous devons d'ailleurs le faire sur tout terrain de contestation. Dans l'opposition à l'OMC, il n'y a pas un seul courant politique mais trois : le centre, la gauche et la droite.

[À Seattle, l'extrême-droite n'a pas voulu être présente dans la rue. Pourtant elle aurait pu mobiliser des milliers de manifestants si nécessaire. Mais elle avait d'autres projets que se confronter dans la rue aux policiers qui font déjà partie de leurs rangs. Elle joue le même jeu, mais différemment.]

Lorsqu'on parle de l'extrême-droite nord-américaine, un premier aspect doit être présent à l'esprit : cette force politique n'est pas encore consolidée et unifiée. Elle est néanmoins dominante dans les zones rurales et les petites villes. Elle a un poids politique dans les rangs de la police, chez les militaires, également dans les administrations scolaires, chez les organisateurs de programmes populaires de radio, dans les églises, et même chez certains syndicats et

gouvernements locaux. Si l'extrême-droite ne peut pas être facilement comptée ou mesurée c'est justement parce qu'elle n'est pas une force structurée, mais une force diffuse, divisée dans des stratégies diverses, qui affaiblissent son pouvoir de contestation. (...) Même lorsque l'extrême-droite n'est pas directement présente – comme ce fut le cas dans le centre ville de Seattle au milieu des gaz lacrymogènes – elle peut tirer avantage et même s'approprier symboliquement certaines de nos luttes pour sa propagande et à des fins de recrutement. Ceci n'est pas une hypothèse, c'est un fait. Elle le peut d'autant plus facilement que les libéraux et les sociaux-démocrates qui sont à la tête de la campagne anti-OMC les accueillent à bras ouverts dans leur front. (...)

[Sakai remarque que le mouvement officiel anti-OMC s'est développé plutôt en Europe. En France, par, exemple, où José Bové, devenu héros national après son action anti-Mc Do, est allé défiler à Seattle à côté de membres du gouvernement français, pour défendre le nationalisme économique de la France. Portés par la vague anti-mondialisation, les forces protectionnistes continuent de se renforcer en Europe. Sakai se penche ensuite sur le rôle important que joua le syndicat des dockers de la côte Ouest des États-Unis (ILWU) lors des manifestations de Seattle. Ce syndicat représente aujourd'hui une couche de la classe ouvrière en déclin mais très bien payée et qui garde le moyen de contrôler une partie du commerce nord-américain. Ses adhérents cherchent à préserver leur sécurité petite-bourgeoise dans le cadre de l'économie nationale. Comme partout ailleurs la réorganisation capitaliste des ports est en cours sur la côte Ouest des États-Unis. Le développement d'un nouveau prolétariat précaire dans ces ports en est la preuve. Replié sur lui-même, ce syndicat sent ses jours comptés. Il s'accroche à la défense corporatiste des privilèges de ses membres.]



AUJOURD'HUI L'ILWU manifeste contre l'OMC. Alors que ce syndicat a passé les dernières cinquante années à diviser la classe ouvrière, défendant ses adhérents contre les dockers précaires Noirs et Latinos forcés de se battre chaque jour pour avoir un travail. Seule l'application de la loi fédérale a obligé l'ILWU à ne plus ressem-

bler à un club de Blancs. Curieusement, si le syndicat a changé son image en surface – élargissant son recrutement aux femmes, aux Latinos et aux Noirs –, sa politique de classe reste la même. Il continue à défendre le nationalisme américain, la cogestion du travail avec les entreprises et à marginaliser les dockers non-syndiqués. (...)

[C'est sur la base du protectionnisme que les chefs de la campagne anti-OMC ont accepté une alliance avec les forces néo-fascistes. Le populisme anti-américain n'étant qu'une variante du nationalisme. Cette nouvelle alliance entre la vieille gauche et les néo-fascistes se bâtit dans l'opposition populiste à la mondialisation, aux travailleurs immigrés et à l'OMC. Pour le salut de leur mode de vie « blanc ».]

(...) N'est-il pas paradoxal qu'une campagne qui se réclame à l'échelle mondiale de l'internationalisme finisse par ressembler à une alliance de petits nationalismes ? L'appel aryen de quelqu'un comme Pat Buchanan ' n'est fondamentalement que du vieux nationalisme. Même s'il a recours à des phrases codées, tous comprendront le message : « Les Blancs d'abord ! ». Dans son programme il demande que gouvernement, accords commerciaux et capitalistes se soumettent au mot d'ordre « Le peuple et les travailleurs américains d'abord ! ». De même que « Les Autrichiens d'abord ! » est le slogan de Jorg Haider. La centrale AFL-CIO a le même programme ; en fait elle l'avait bien avant Pat Buchanan. Et c'est bien pour cela qu'elle a soutenu la guerre du VietNam jusqu'à la fin. Aujourd'hui elle donne un ton libéral au vieux discours. Cela signifie que le front anti-OMC s'est plutôt bâti autour d'un nationalisme décadent que sur l'internationalisme. Après tout, sur quoi d'autre, gauche officielle et extrême-droite pouvaient-elles travailler ensemble ?

[Lors des Forums organisés à Seattle, nombreux furent les intervenants qui exprimèrent des positions nationalistes. Ainsi, par exemple, Vandana Shiva, écologiste-féministe indienne, dénonça l'OMC en demandant un retour aux décisions de l'État-nation, qu'« on » peut contrôler, revendiquant une sorte de « capitalisme national éthique »⁵... On sait pourtant que les néo-fascistes indiens ont créé leur propre organisation anti-OMC. Le dirigeant d'un grand syndicat paysan néo-fasciste dénonçait récemment la « bioconspiration » et « un système global qui protège les riches et les puis-

sants », un discours radical populiste contre les ennemis étrangers.]



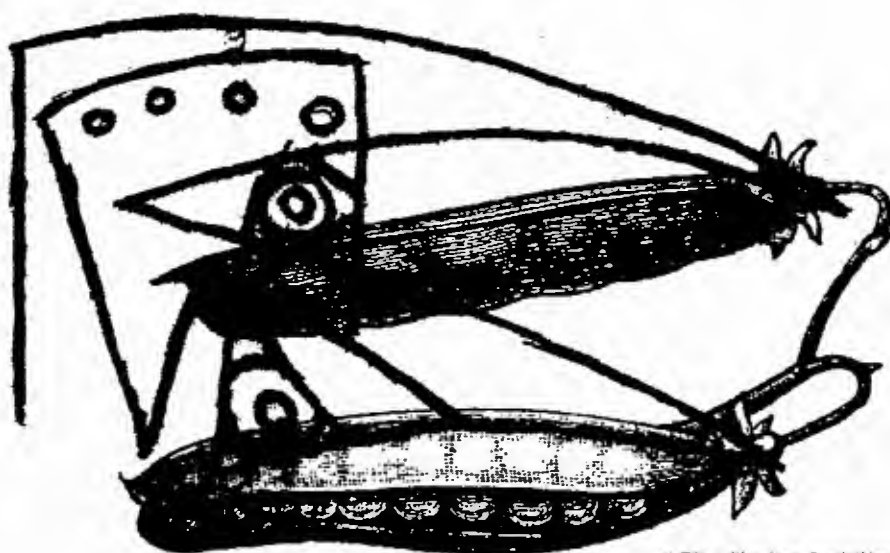
DÉNONCER L'OMC comme une conspiration étrangère qui dévoie « notre » soi-disant démocratie capitaliste dans un cadre national, voilà qui est de la pure démagogie. Qui a financé une grande usine de traitement d'eau en plein centre de Harlem, NY, créant des niveaux de pollution qui ont provoqué une épidémie d'asthme chez les enfants ? Pas l'OMC, mais le gouvernement local. Peut-être que pour les manifestants anti-OMC de New York, Seattle est-il plus proche d'eux que Harlem, si vous voyez ce que je veux dire... Qui a tué et continue de tuer des milliers de Navajos avec les déchets d'uranium radioactif ? Pas l'OMC, mais le gouvernement « démocratique » des États-Unis. Voilà pourquoi Pat Buchanan s'attaque au « lobby juif » et aux immigrés, pourquoi des néo-nazis ont applaudi « le peuple blanc en colère » qui a bloqué l'« ordre juif mondial » à

Seattle, et pourquoi l'extrême-droite prétend que l'OMC est une force étrangère. (...) Derrière les affrontements de rue, l'extrême-droite est actuellement peu visible bien qu'elle s'investisse dans cette campagne. Finie la défense ouverte du capitalisme américain ; à la place on a une force populiste qui se bat pour la nation et les travailleurs, contre les sinistres forces du nouvel ordre mondial. Ils ravalent leur image en s'appropriant un discours qui ressemble à celui de l'extrême-gauche. La couverture du numéro 27 de *Spotlight*, le journal du réseau d'extrême-droite *Liberty Lobby*, titrait, au lendemain de Seattle : « La force du populisme monte partout dans le monde ! ». Juste au dessus, une grande photo de Seattle avec une banderole anti-OMC suivie de quatre photos de chefs nationalistes appréciés par le *Liberty Lobby* : Pat Buchanan, Jorg Haider, Christoph Blocher (de Suisse) et Mahathir Mohammad (de Malaisie). (...)

J. SAKAI, MAI 2000 ■

- 1 – www.ainfos.ca/
- 2 – La bureaucratie syndicale a bien tiré les leçons de cet épisode. En avril 2000, à Washington, le défilé syndical fut organisé une semaine avant les grandes manifestations, évitant ainsi le danger des mélanges explosifs.
- 3 – À Washington, le gouvernement a militarisé et vidé le centre ville, mis au chômage technique des milliers de fonctionnaires ; la police a pris l'initiative dans la rue, arrêtant préventivement et sans motif légal, des centaines de personnes, démantelant le Centre de Média Indépendant. Les mêmes tactiques violentes furent ensuite appliquées lors des manifestations contre les conventions républicaine et démocrate.

- 4 – Pat Buchanan, ancien évangéliste républicain d'extrême-droite, animateur populiste de programmes de radio, est aujourd'hui le candidat 1 du Parti de la Réforme, sur des positions de protectionnisme nationaliste raciste.
- 5 – Lors des manifestations de Millau, *Le Monde* (30 juin 2000) publie, dans le dossier « La véridique histoire de José Bové », une interview de Vandana Shiva présentée comme « figure de proue de la lutte anti-mondialisation ». Elle y affirme que, pour les Indiens, « La nourriture est un don divin » et s'insurge contre la « malbouffe », « une insulte à nos valeurs ».



● Tête d'haricot. Barthélémy Schwartz ●

OHÉ DE LA DUNETTE* !

Certains de nos abonnés ont reçu un texte dans lequel André Dréan explique pourquoi il a quitté *Oiseau-tempête*. Il eût été plus simple que ce texte soit accessible à tous dans la revue, mais André ne nous l'a pas proposé. De plus, il nous parvient à l'instant de boucler ce numéro. J'en résume donc ici la teneur et nous ferons suivre les demandes des lecteurs curieux.

André dresse un bilan assez négatif de l'expérience de la revue, dont il regrette qu'elle ait été la seule pratique collective de ses animateurs, lesquels seraient incapables de dépasser les conceptions révolutionnaires des années 20 concernant les potentialités subversives de l'expression. Il évoque les débats qu'a suscités parmi nous la participation de Guy Girard et Barthélémy Schwartz, à une exposition organisée par le groupe surréaliste (dont Guy fait partie et par lequel Barthélémy était invité) dans un local appartenant à une mairie de l'Eure. Le carton d'invitation et l'affiche étaient financées (et « siglées ») par le Crédit agricole. André voit dans cette exposition – que tout le monde, sauf Guy mais y compris Barth. s'accordait à critiquer plus ou moins vivement – l'expression d'une crise qui aurait couvé depuis plusieurs mois. Il écrit : « Accepter d'intervenir sur le terrain politico-culturel désormais verrouillé, qui plus est à la veille d'élections, c'est apporter de l'eau au moulin de la domination. » Quant à la crise qu'il diagnostique, il ajoute : « La façon dont *Oiseau-tempête* a esquivé le problème prouve qu'il n'a plus rien de dynamique. La conservation de l'association telle quelle est prioritaire et il faut maintenir coûte

que coûte la publication de la revue dont la finalité est de plus en plus problématique mais qui en est la raison de vivre. »

L'exposition, et plus encore les divergences politiques qu'elle permettait de révéler et d'exprimer, ont fait l'objet de très longues discussions, y compris en présence d'André, dont la formule « [La majorité] brûlait de passer à l'ordre du jour » est pour le moins excessive. Ces discussions se sont d'ailleurs poursuivies depuis son départ, mais il est naturel qu'André n'en sache rien. Elles se traduisent dans le présent numéro par un échange entre Guy Girard et Charles Reeve. Mon propre article, ainsi que celui de Barthélémy recoupent également ces questions.

En effet, *Oiseau-tempête* n'est pas et n'a jamais été un groupe militant, même s'il nous arrive de nous retrouver ensemble au-dehors, y compris par gros temps (André fait justement allusion à l'exemple de la guerre récente). Chacun est en droit de regretter qu'il en soit ainsi et de nous reprocher les insuffisances de la revue. « Telle quelle », et sous réserve d'inventaire permanent, elle nous paraît mériter les efforts que nous déployons pour assurer son existence comme lieu d'expression, de pensée critique et de débat.

C. GUILLON □

* [Dunette. n.f. Superstructure élevée sur le pont arrière d'un navire et s'étendant sur toute sa largeur. « André se tient à l'arrière sur la dunette » (Loti). Petit Robert.]

Avis de Tempête

● NUMÉRO 1 (1997) à 5 (1999), toujours disponibles. ● NUMÉRO 6, hiver 1999-2000. *Violence d'usage et violence d'échange à Seattle*, la propriété privée, des assaillants convaincus, des défenseurs multiples. « *Bandits rouges* », *fonctionnaires et poètes*, Jan Valtin et Max Hölz, comment le front populaire bureaucratique a étouffé l'élan révolutionnaire et créé les conditions de la montée du national-socialisme en Allemagne des années 20-30. *Le culte du barbelé*, du design de la cuvette des WC au tatouage, suivez le fil... *Le miroir aux illusions*, concentration et agro-industrie, servitude paysanne, marché mondial et planification bruxelloise, la bureaucratie des syndicats paysans et la bureaucratie de l'Europe

agricole. *Les choses étaient allées trop loin...*, mouvements de prisonniers et les Black Panthers, l'empeinte léniniste. *Dans les mines de gruyère*, les perversions enfantines se révoltent devant les perversions du monde adulte, ou quand le prolétariat étripe son ours en peluche. *Une époque une rencontre*, Alger, 1965, Che Guevara fréquente un membre du collectif de l'Oiseau-tempête. *Dérives d'avant-garde*, du surréalisme à l'Internationale situationniste. *Au pays de la « vache folle » et du paysan bio*, la crise des mythes fondateurs du nationalisme français et les prestations artistiques de José Bové. *Seattle, suite*, Sixby, dit l'Oiseau des tempêtes : un texte de 1647 à l'usage d'aujourd'hui.

LA VRAIE MISSION DE L'ÉTAT

RETOUR SUR LES MISÈRES DU REVENU GARANTI

Après avoir révélé aux femmes « 42 bonnes raisons de l'éviter », Claude Guillon cherche aujourd'hui à éloigner de ses fréquentations les partisans du « revenu garanti »¹. Avec de fortes chances de réussite. Dans un style mordant et corrosif, l'auteur dévoile les fondements d'un projet qui, après avoir été au top de l'activisme radical fait désormais partie du chic réformiste. Un texte dont la qualité première est d'être stimulant. Les idées qui suivent, plus qu'une critique, sont une tentative de prolongement de cette réflexion.

De la sacralisation du travail à la production du désir.

C. Guillon reprend Paul Lafargue pour asseoir sa réfutation du travail. Lafargue s'attaquait à la moralisation bourgeoise du travail – *sacro-sanctification*, disait-il, justement – car cette entreprise idéologique faisait partie de la fétichisation du rapport salarié. Il est bon de le rappeler, l'identification du producteur à sa tâche ne date pas d'aujourd'hui. Avec la transformation du procès de travail, les idéologies du travail ont changé depuis le milieu du XIX^e siècle et pris des formes moins sacrosaintes et plus sophistiquées. La motivation tend à remplacer la soumission. Ainsi, dans la « nouvelle économie » le culte de la liberté individuelle, de la convivialité et de l'identité d'équipe est mis au service du travail flexible, de la précarité, de la dévotion à l'entreprise. L'exploitation prend des allures de fête de famille². Lafargue partageait avec Marx l'idée que la forme marchandise du travail était au cœur de la valorisation et de la reproduction capitaliste. Pour lui, la subversion du système ne pouvait se faire par un simple refus éthique individuel du travail. Il faudrait revenir sur l'idée que Lafargue se faisait de *la paresse* et sur le contenu qu'on peut lui donner aujourd'hui, car il met explicitement en rapport le *droit à la paresse* des exploités et la « conscience de sa force », c'est-à-dire sa capacité de subversion du système. Nous sommes loin des banalités « à la Gorz » sur le « temps libre », qui passent allègrement sur l'aliénation atomisée du chômeur, du précaire ou même du

marginal assumé³. Pour Lafargue *la paresse* est beaucoup plus une activité subversive collective qu'un rejet moral du travail salarié et en tous cas en rien une simple consommation ludique de temps de non-travail. Sa critique des temps séparés dans le capitalisme, sous-entend l'avènement d'un autre temps.

La critique du travail salarié implique donc la subversion du système. À la fin de la première partie de son livre, C. Guillon aborde la question, de façon malheureusement trop rapide. Il rejette à la fois la synthèse fouriériste de l'effort et du plaisir comme fondement de l'activité humaine et la défense acharnée du principe de réalité par les tenants néo-proudhoniens du réalisme – qui voudraient s'opposer ainsi aux « perversions de l'esprit et de la chair ». Le principe de plaisir peut sans mal se conjuguer avec la conscience révolutionnaire, par ce qu'il contient potentiellement de désir subversif, d'imagination d'un monde différent, de poésie... Peut-on par contre considérer que toute activité collective reste soumise au principe de réalité, à l'effort ? On sait combien le militantisme d'organisation revendique le réalisme, le raisonnable, le responsable, enfin, le possible. Au delà, si l'on refuse la passivité, l'attentisme et la résignation, quel choix reste-t-il ? L'impuissance et la frustration conduisent parfois à la politique du désespoir. Et l'acte individuel mène souvent à l'héroïsme et au sacrifice. Au cours des récentes mobilisations des chômeurs, nous avons redécouvert que l'action collective peut prendre des formes organisationnelles qui échappent au militantisme aliénant en renouant avec l'imagination contestatrice.

Les partisans modernes du revenu garanti ne se sont jamais trop aventurés au-delà du principe de réalité. Et leur avenir radieux innove peu par rapport au présent. Dans leur littérature la vie sociale est toujours décrite à l'aide de concepts qui fétichisent la production : *usine sociale*, *machines de lutte*, *production du désir et désir de la production*. Un désir bien délimité par la production et le travail, inséparable de la fascination du pouvoir.

Sur le keynesiannisme des garantistes.

Dans l'historique du garantisme, C. Guillon remarque que l'aide de l'État aux nécessiteux fut conçue, depuis le début, comme « un préservatif contre l'insurrection communiste » (p. 56). Il décrit ensuite le courant français dit des « abondancistes » et leur fraction pétainiste *Collaboration*. Développement qui peut sembler superflu, tant le lien entre les abondancistes et les garantistes modernes paraît peu évident. Pourtant la conception qui est commune à ces courants politiques – des abondancistes aux fascistes, des partisans du New Deal aux garantistes modernes – est celle de la possibilité de réguler le système de production capitaliste, de dépasser ses contradictions par la politique interventionniste de l'État. Fondièrement keynésiens, ces courants partagent la conception selon laquelle la relance de l'économie peut se faire par la consommation – la demande effective de Keynes. Le « garantisme » n'est qu'une variante du courant keynésien de gauche, de la théorie de la sous-consommation. Toutefois les chefs actuels du garantisme, se gardent bien de suivre jusqu'au bout l'idée de Keynes, pour qui le succès de la relance de l'activité productive par l'État – soit sous forme de revenus distribués relançant la consommation de biens de consommation soit de dépenses publiques consommant des biens de production – dépend de ce qu'il appelait, l'*effet multiplicateur*. La production induite par les déficits publics augmente la demande et doit entraîner la reprise des investissements privés permettant à son tour de dégager un excédent capable de financer le déficit public. Situation qui ne s'est jamais observée historiquement, sauf en période de guerre et de destruction de capital. D'où la crise des politiques interventionnistes et l'émergence du néolibéralisme comme réaction.



Tu mangeras!

Pas gênés le moins du monde par le mouvement réel de l'économie moderne et les limites de l'intervention de l'État, les *garantistes* actuels persistent à vouloir relancer la consommation par le déficit¹.

C. Guillon souligne fort bien comment les mécanismes

de distribution des revenus par d'État aboutissent à renforcer le contrôle social. C'est le côté le plus percutant de son livre. Néanmoins, de cet auteur d'inspiration libertaire, on aurait attendu qu'il rappelle que déjà les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes-révolutionnaires des années vingt avaient compris que l'intervention de l'État était un élément d'intégration du mouvement ouvrier et d'atomisation des travailleurs. Opposés à la création de systèmes d'aide sociale relevant de l'État (dont celui des allocations de chômage), réclamés par les courants du socialisme autoritaire (dont les PC bolchévisés), ils défendaient le réseau d'entraide des organisations syndicalistes et la lutte directe. Intervenant dans ce débat, en 1920, Enrico Malatesta écrivait : « *Toute la prétendue législation sociale, toutes les mesures étatiques tendant à " protéger " le travail et à assurer aux travailleurs un minimum de bien-être et de sécurité, ainsi que tous les moyens utilisés par les capitalistes intelligents pour lier les ouvriers aux usines par des primes, des pensions et d'autres bénéfices, quand ils ne sont pas des mensonges et des pièges, sont un pas vers cet état de servitude qui menace l'émancipation des travailleurs et le progrès de l'humanité ; (...) Les dons de l'État, les dons des patrons sont des fruits empoisonnés qui portent en eux les germes de la servitude. Il faut les repousser* »⁵. Quelques années plus tard, la victoire de la contre-révolution fasciste parachèvera cette servitude en réalisant le programme du socialisme étatique.

L'intégration d'une autonomie.

Lorsqu'un auteur considéré comme difficile produit un condensé simplifié de ses idées, il prend des risques. Le décodage du jargon révèle souvent la confusion de la pensée. Avec Antonio Negri, et son livre *Exils*, le résultat dépasse toute attente. C. Guillon – dont il faut saluer au passage le courage avec lequel il a digéré l'essentiel de la littérature garantiste actuelle – ne manque pas de le savourer, et nous avec lui. Cela étant, il serait trop rapide de réduire les idées de ce courant à ces quelques œuvres tardives.

À l'origine on trouve les *operaistes*, courant du gauchisme italien né au début des années 60, moment fort de la contestation ouvrière dans les grandes usines du nord de l'Italie. Dix ans plus tard, le pouvoir, fortement aidé par les syndicats et le PCI, réussit à isoler les tendances ouvrières radicales et à reprendre en main la situation. Parmi les tendances bolcheviques de l'*operaisme*, il y avait le groupe *Potere Operaio*. Pour ses théoriciens, ce renversement de situation annonçait un nouveau

cycle de luttes, qui n'aurait plus eu pour territoire l'usine mais la société, où l'*ouvrier social* serait le nouveau sujet révolutionnaire remplaçant l'*ouvrier masse*. Selon eux, le capitalisme avait répondu à la pression de la lutte ouvrière par un saut technologique, lequel avait détruit les anciennes fondations matérielles de la domination capitaliste dans la production. Le communisme serait imminent et l'insurrection sociale à l'ordre du jour. Cette théorie triomphaliste va trouver une légitimation dans les mouvements de révolte de la jeunesse contre l'ordre social qui embrasent l'Italie au milieu des années 70. L'*autonomie organisée* se présente alors comme l'avant-garde porteuse de cette stratégie ; le « salaire politique » étant le mot d'ordre censé unifier le mouvement hétérogène dans l'usine sociale.

L'idée formulée par quelques théoriciens de *Potere Operaio*, dont Negri, était que, par un saut technologique, le procès de valorisation du capital se faisait de plus en plus sans travail vivant. Cela signifiait la fin de la « centralité de la classe ouvrière », l'émergence d'un nouveau sujet subversif et la primauté de l'action politique devant accoucher d'un nouvel ordre social. Vers 1970, ces intellectuels, qui ont accompli leur parcours à l'ombre du stalinisme italien, découvrent dans les *Grundrisse* de Marx le concept de *travail immatériel*. Selon eux, la généralisation du caractère immatériel du travail social signifie que l'intellectuel est au centre de la nouvelle production. Cherchant à caractériser le travail improductif, Marx est revenu, à plusieurs reprises, sur ce concept⁶. C. Guillon reproduit dans son livre le passage des *Grundrisse* : avec le développement du capitalisme, « la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail », c'est-à-dire du travail passé incorporé dans les forces productives, « l'application de la science à la production ». La puissance matérialisée du savoir, les connaissances, deviennent, elles aussi, force productive immédiate. Ce processus d'accroissement de la productivité du travail – que Marx appelle la domination du travail vivant (sous le capitalisme le travail salarié) par le travail mort – est intrinsèque au mode de production capitaliste dès ses débuts. Prétendre que le concept de l'*intelligence sociale* met en question l'analyse de Marx, relève de l'escroquerie. Sa théorie de la chute du taux de profit est justement fondée sur cette productivité des machines, qui ne peut donc pas être prise comme preuve de la non validité de son

analyse. Par contre, chez Marx, la connaissance sociale, ce travail mort, ne peut produire de la valeur, du profit, que dans la mesure où il domine le travail immédiat, le travail salarié. En soi, séparée du processus social de production, la connaissance sociale représente certes du travail mort mais n'est pas force productive. Quelques années plus tard, Negri défend, lui, que : « *Le capital fixe le plus important, (...) désormais se trouve dans le cerveau des gens qui travaillent : c'est la machine outil que chacun d'entre nous porte en lui* »⁷. Formulation dans laquelle la connaissance sociale devient une affaire de cerveau privé...

C. Guillon remarque que Marx parlait d'*intelligence sociale* et non d'*intellectualité de masse*, ce qui n'est pas du tout la même chose. Derrière ce dernier concept on retrouve l'idée des stalinien français althussériens, la théorie comme force de production. Ce fut, naguère, une façon de justifier la position de classe des intellectuels dans la construction du socialisme d'État. Après la débâcle, les normaliens permirent aux journalistes pigistes, publicitaires au chômage, intermittents du spectacle et étudiants précarisés, de se joindre au club. Après l'*ouvrier masse* et l'*ouvrier social*, une nouvelle catégorie sociale était née, l'*intellectualité de masse*.

Pour Marx, « le travail n'est productif que s'il produit son contraire »⁸, c'est-à-dire le travail improductif. Pour Negri et ses adeptes, c'est au contraire le travail improductif, *immatériel*, qui commande le système de production actuel. Dire que les relations sociales productrices de valeur ont été dépassées par des moyens technologiques et par des moyens politiques revient à considérer la technique comme une force autonome par rapport au capitalisme. C'est accepter l'idée que le capitalisme est capable – sans rupture sociale – d'engendrer la fin du salariat par son propre mouvement.

Cinq ans avant Negri, Herbert Marcuse avait aussi élaboré une théorie de la stabilisation du capitalisme. Comme l'*autonomie léniniste*, Marcuse pensait possible un capitalisme organisé, une économie régulée par l'intervention de l'État⁹. Il n'y voyait pas un saut qualitatif vers le communisme, mais au contraire, l'intégration de la classe ouvrière. C'est pourquoi il misait sur le potentiel subversif de l'action spontanée. Contrairement à d'autres, Negri et l'*autonomie organisée* n'ont jamais rompu avec le marxisme stalinien et sont restés réservés sur la nature de classe des régimes soviétiques¹⁰. Pour l'essentiel, leurs nouveaux concepts ne sont que des métaphores pour recycler de vieux

concepts léninistes, voire staliniens : base et superstructure, masses et cadres, parti et classe. Ils ont toujours interprété l'action spontanée comme signe d'immaturation politique¹¹ et n'ont jamais établi un lien entre spontanéisme et autonomie. Ils ont ignoré le débat sur la grève de masses – qui, au début du siècle, marqua la rupture entre communisme radical et la gauche de la social-démocratie – ignoré aussi l'œuvre de Rosa Luxemburg et les courants de la gauche communiste. Leur compréhension de l'idée de conseils n'a jamais dépassé le cadre du contrôle ouvrier. Alors qu'ils n'eurent de cesse de relire Lénine et que la discussion sur la question du parti d'avant-garde fut constamment ajournée, la pensée anarchiste – la critique du principe d'autorité chez Bakounine en particulier – leur est restée totalement étrangère. Trente ans après, des éléments critiques de la pensée de Marcuse restent d'actualité¹², alors que Negri et ses disciples sont passés du terrain de la contestation politique à celui de la régulation du système. Le chemin est long en effet entre l'idée du *salairé politique* et celle du *revenu garanti*.

L'essor des nouvelles formes de travail flexible et précaire – favorisé en France par la loi sur les 35 heures – a porté un coup aux mobilisations des chômeurs. Les activistes du revenu garanti se sont professionnalisés dans des organisations vidées de leur base, leur revendication n'étant plus qu'un élément parmi d'autres dans une politique de relance keynésienne par la demande. Certains persistent à défendre le revenu garanti (par l'État) comme revendication politique capable d'unifier le nouveau sujet social – les travailleurs atomisés de la nouvelle précarité. À ceux-là, C. Guillon pose la question essentielle : comment des mesures renforçant le contrôle étatique sur les individus peuvent-elles développer une autonomie politique ? Démonstration, une fois de plus, que toute politique qui reste sur le terrain de l'économie est insuffisante pour penser un monde nouveau.

1 – Claude Guillon, « Économie de la misère », *La Digitale*, 1999 (106 pages, 65F). Du même auteur : « 42 bonnes raisons pour les femmes de m'éviter », *La Digitale*, 1995, et « Dommages de guerre », *L'Insomniaque*, février 2000.

2 – Pour les conséquences terribles de cet état d'esprit voir par exemple la récente affaire de l'intoxication de jeunes salariés chez Décathlon, « L'excès de zèle nuit à la santé », *Libération*, 17 août 2000.

3 – Une des conséquences de la loi des 35 h n'est-elle pas de soumettre le « temps libre » et le « temps privé » aux besoins du capitalisme ?

Les divers courants européens se réclamant de l'autonomie n'ont pas eu la même genèse. En Allemagne, en Hollande et en Suisse, les mouvements autonomes se développèrent dans les années 70, surtout à partir de la révolte des jeunes, des occupations, des squats, des luttes féministes. En Allemagne, la gauche extraparlamentaire des années 60, les mobilisations antinucléaires et pacifistes, donnèrent naissance à une « contre-société », qui fut à la base du parti Vert et des autonomes. Mais ces deux courants se trouvèrent très vite en opposition sur la question de la participation aux institutions.

Il en fut tout autrement en France, où les groupes autonomes se formèrent essentiellement sur la décomposition du gauchisme post-68, tout particulièrement des groupes maoïstes. L'autonomie française fut une manifestation tardive de ce que certains appelèrent « le stalinisme critique »¹³. La pensée althussérienne constitua son axe théorique. L'apport des idées de l'autonomie éclatée (Guattari, Deleuze et Foucault), compléteront plus tard le portrait de famille. De par leur origine essentiellement marxiste-léniniste, les autonomes français – et leurs enfants légitimes, les *garantistes* – seront toujours plus tentés par la participation à la politique officielle, par la « longue marche » dans les institutions. Beaucoup passèrent directement de la pensée Mao à Negri. S'ils pleurent aujourd'hui sur le déclin du politique ce n'est que pour mieux participer à la dernière entreprise-racket qui s'engage à ravalier le cirque électoraliste décrépit.

Finissons sur une note optimiste en citant un des classiques de la pensée moderne : « *L'État garantit toujours ce qu'il trouve : aux uns, leur richesse, aux autres leur pauvreté ; aux uns la liberté fondée sur la propriété, aux autres l'esclavage, conséquence fatale de leur misère ; (...) Telle est la nature et la vraie mission de l'État.* »¹⁴.

CHARLES REEVE ■

4 – Pour une critique des théories socialistes de la sous-consommation : Paul Mattick, « Crises et théories des crises », *Champ Libre*, Paris 1976.

5 – E. Malatesta, « Les deux voies : réformes ou révolution ? », *Humanita Nova*, 15 août 1920, repris dans « *Articles Politiques* », 10/18, 1979.

6 – Voir *Matériaux pour l'économie*, sous-chapitre : « Production immatérielle », p.396-401. Voir aussi : « Théories de la plus-value, Principes d'une critique de l'économie politique ». Sur cette question se reporter au volume I, « Économie », édité par M. Rubel, *La Pléiade*, Gallimard.

7 – « Exils », p.19, cité par C. Guillon.

8 – Marx, « Principes d'une critique de l'économie politique », p.242, « Économie » II.

9 – Marcuse, « L'Homme unidimensionnel », Minuit, Paris 1970. Pour une critique de ces positions voir Mattick, « Les limites de l'intégration », EDI, Paris 1972.

10 – On peut citer, parmi les tendances operaistes plus détachées du léninisme, la revue « Primo Maggio ». Parmi les théoriciens de l'autonomie organisée il y avait Negri, mais aussi Tronti et autres notables de la politique institutionnelle. Tronti n'a jamais quitté le parti communiste italien y compris lorsque celui-ci prêta main forte à l'État dans la répression sanglante de l'extrême-gauche.

11 – On trouvera une critique de ces aspects dans « The subversion of politics, european autonomous social movement and the decolonisation of everyday life », George Katsiafikas, Humanities Press, 1999.

12 – « Pourquoi Marcuse », Oiseau Tempête, été 1999.

13 – Pour une définition du « stalinisme critique », voir : Anonimo Milanese, « Due note sur Toni Negri », Varani, Milano. (via Gardenzio ferrari, 3, Milano). Pour une critique du concept d'« ouvrier-masse », « Fiat Mira Fiori, 1969 : surgissement et déclin de l'ouvrier-masse », Mouvement Communiste, n°9, BP 1666, Centre Monnaie, 1000, Bruxelles 1, Belgique.

14 – Bakounine, « Œuvres », T. III, Stock, p.160-161.



● Premysl Martinec ●

LE FEU, SURVENANT, JUGERA TOUTES CHOSES ET S'EN EMPARERA

La démarche poétique de Antonio José Forte s'inscrit dans les perspectives ouvertes par le surréalisme dont les influences se sont tardivement manifestées au Portugal. En une formule concise et non dépourvue d'humour – sans « h » ? – le poète Alexandre O'Neill, lequel participa tant à la formation qu'aux activités du premier groupe lisboète, fondé en 1947, en résumait ainsi la teneur : « Ce qu'il y a de plus surréaliste dans le mouvement surréaliste portugais, c'est qu'en fin de compte il n'a jamais existé. » Boutade qu'il nous faut nuancer, sans nul doute, puisque même si là, un peu plus qu'ailleurs, l'histoire des groupes surréalistes se conjugue avec celle de leurs scissions, il n'en demeure pas moins que l'impact du surréalisme sur la création poétique au Portugal est un fait qui ne saurait être contesté. Une autre de ses dimensions, non moins significative, c'est d'avoir été un appel d'air autant qu'une salutaire opposition envers le néo-réalisme et ses représentants qui, inféodés au Parti dit « communiste », exerçaient une véritable dictature esthétique et morale sur la création et la culture.

La spécificité de la vie politique au Portugal, pendant cette période, impose quelques précisions. Et d'abord, il nous faut insister sur le fait, particulièrement déterminant, que tout débat culturel, ainsi que toute forme d'expression, se situait alors dans le contexte étroit – c'est un euphémisme – de la dictature fasciste de Salazar¹ et de la censure *pidesque*². La conséquence la plus immédiate, et bon gré mal gré nul n'y échappait, était que l'horizon de la contestation se limitait, sur le plan politique, aux luttes pour la démocratie bourgeoise. Concrètement, cela s'est traduit par le soutien apporté à la candidature du Général Humberto Delgado³ aux élections présidentielles de 1958. Aussi, c'est dans ce contexte bas de plafond, qu'il faut placer le néo-réalisme portugais, en tant que courant oppositionnel, agissant sur le plan de la culture. Dans la revue *Militante*, de février 1957, le texte suivant, intitulé « L'intellectuel communiste et la lutte pour la démocratie », dont nous nous contenterons de donner quelques extraits, nous informe sur les directives du PCP à l'usage de ses intellectuels :

« ...Ainsi, lorsqu'il entre dans un bidonville l'écrivain ne fixera pas dans son œuvre les grossièretés du langage, la saleté, les jeunes filles tombées dans la prostitution, les disputes

entre femmes, les scènes tristes dans les tavernes ; se basant sur cette réalité qu'il ne niera pas, il y fera surgir le désir d'un monde meilleur... la lutte des jolies jeunes filles contre les mauvaises tentations des bourgeois qui les rencontrent dans la ville... l'ingénuité pure des enfants qui jouent sans jouets... C'est cela que nous appelons la description de la réalité dans son développement révolutionnaire. »⁴

Que tout commentaire sur de telles platitudes se révèle superflu est de l'ordre du truisme. Ajoutons, pour clore le chapitre, que le seul document ayant eu un certain impact au moment de la campagne de Delgado ne fut pas la production d'un néo-réaliste, mais le pamphlet écrit et distribué par le surréaliste Mario Césariny intitulé : *Un fragment de liberté*⁵.



C'EST À LA FIN des années cinquante que A.J. Forte, né en 1931 et décédé à Lisbonne le 15 décembre 1988, rejoint le dernier groupe surréaliste portugais dénommé « O Grupo do Café Gelo ». On y trouve, entre autres, la personnalité charismatique de Mario Cesariny, l'une des figures centrales du surréalisme lusitanien. Mais, dès cette période, on ne peut plus parler, dans le plein sens du terme, de mouvement surréaliste pour ce qui est du Portugal. Ce qui subsiste, c'est l'activité plus ou moins dispersée de quelques individualités qui, en tant que telles, continuent à revendiquer et à se reconnaître dans ses principes éthiques et poétiques. Peu de temps avant sa disparition, Forte rappelait l'ambiance chaleureuse et passionnée du « Café Gelo » :

« ...Un véritable scandale, qui n'était pas provoqué par un manifeste, par un groupe ayant un nom propre, par une revue, mais par un groupe iconoclaste et libertaire où l'on parlait de tout, parfois même d'art et de littérature, et de roses aussi. Un groupe de francs-tireurs, c'est vrai ; un groupe de poètes, sans aucun doute. Qui tirait au hasard sur la foule, qui inventait ses enfers et ses paradis, qui usait de la liberté d'expression tantôt volant, mourant, disparaissant, en écrivant parfois. »⁶

En écrivant... parfois ; le terme est juste. Antonio José Forte n'est pas à compter au nombre de ces écrivains prolifiques, dotés d'œuvres aussi vastes qu'inutiles, adulés par les foules littéromanes, qui guettent

du coin de l'œil, l'os de la consécration métamorphosé en prix Camoens. L'écriture est accessoire. Seule l'utopie, qu'elle prenne la forme du poème, ou des actes, ou de la critique, est fondamentale. D'ailleurs, paraphrasant le Super-Patriote Fernando Pessoa, il dit : « ... les dévoreurs de culture peuvent s'en aller par la gauche chic ... parce que la langue portugaise n'est pas ma patrie/ma patrie ne s'écrit pas avec les lettres du mot patrie... »⁷

Nous voilà loin, bien loin, à une distance qu'aucun avion n'a encore parcouru, de la culture asphyxiante, des patriotes-pneumatiques, de la littérature qui mène à tout, ses miasmes et ses fidèles serviteurs. Mais à quoi pense Forte lorsqu'il évoque « ceux qui sans avoir jamais écrit une ligne... » ? Lui qui, envoyant un texte pour les commémorations de « 100 ans d'anarchisme au Portugal », pour rappeler la portée éminemment libertaire de la parole surréaliste, c'est pour préciser : « La poésie doit être faite par tous, non par un, ou, la poésie est faite contre tous » ? Et encore : « Tant qu'un seul homme, quel qu'il soit, fut-il l'unique, existera défiguré, il n'y aura pas figure humaine sur terre. » A quoi pensait-il, en effet, tandis que, vers la fin de sa vie, il insistait sur le fait que, pour lui, « transformer le monde et changer la vie » était bien plus qu'un beau rêve et que c'était là le thème de la poésie de tous les temps ? Pensait-il à l'Art-Musée-Momie ? A la littérature-bouge-plus-garde-la-pose ?

« La vraie vie est ailleurs », on ne le sait que trop, on ne l'apprend que trop vite et, c'est là, la seule urgence. Aussi, contrairement à ce qu'affirment les professeurs, « la poésie – nous écrivons Utopie – est l'art de traduire en paroles la possibilité de l'absolu... »⁸ Entendons-nous bien. Cet absolu invoqué et revendiqué par Forte, ne saurait se confondre avec le reflet bouffon ou la geste dérisoire qui entonne les louanges à YHWH. Ni supplément d'âme à un monde sans âme, ni intermède décoratif au spectacle et

ses multiples mises-en-scène, la poésie-utopie-mythe, mode de connaissance ou moyen d'expression, à pour finalité, en mettent à nu les aliénations qui pèsent sur l'Homme, d'établir la vérité de l'ici-bas.

Dans un texte émouvant, intitulé « Vers où s'en va le souffle », écrit en hommage à Forte, Luis de Oliveira nous en retrace le portrait suivant... :

« ...J'ai connu Antonio José Forte dans la ville de Santarém, en 1965. Il avait remplacé trois ans auparavant Herberto Helder à la Bibliothèque Itinérante de la Fondation Gulbenkian, poste qu'il a occupé jusqu'en 1972. Son action, disons révolutionnaire, s'est étendue à tous les coins du district et il était estimé par tous ceux qui l'ont fréquenté, laissant des marques puissantes d'amour et de haine, aussi, parce qu'il a ridiculisé les hypocrites du lieu, défiant, au niveau des coutumes et de la vie, les grands représentants du capital de l'archaïsme et de la débauche à relents de machisme... »⁹

Forte à été également l'un des premiers à diffuser les textes situationnistes au Portugal. Son œuvre dispersée dans diverses revues, pour l'essentiel surréalistes, a été regroupée en un seul volume et selon ses vœux, par le soin de ses amis.¹⁰

Si ce n'est par l'épaisseur de l'œuvre, c'est au moins par sa qualité, par le souffle de la révolte qui s'y exprime que Forte m'apparaît comme véritablement digne d'intérêt. Et, disait-il, puisqu'« il y a dans les sépultures des morts bien plus vivants que ce que l'on croit », il est bon de rappeler avec René Crevel : « Or, le premier bond révolutionnaire ira droit à ces tombes qu'il s'agit de profaner, les unes pour jeter au fumier leurs cadavres – symboles, les autres pour rendre au jour ce qui agonisait, enterré vif. »¹¹

Dès lors, « Le feu, survenant, jugera toutes choses et s'en emparera. »¹²

ALFREDO FERNANDES ■

1 – Antonio de Oliveira Salazar. Disciple de Charles Maurras ; est nommé ministre des finances en 1928, après le putsch militaire survenu en 1926 qui mit fin au régime parlementaire. Il est nommé président du conseil en 1932, période qui inaugure le durcissement du régime. Après sa disparition, en 1970, le régime fasciste qu'il mit en place, durera encore quatre ans.

2 – Pidesque : néologisme créé à partir de PIDE, police politique de Salazar. Mot très en vogue après la Révolution des Œillets ; ex : personnage à l'allure pidesque.

3 – Général Humberto Delgado ; candidat aux élections présidentielles de 1958, portant les espoirs de l'opposition démocratique. Il fut assassiné en Espagne, en 1965, par la PIDE.

4 – in « Cadernos de Circunstancia, Análise e documentos da vida portuguesa », Arcueil Mai 1968, p.20.

5 – Texte rédigé par Mario Césariny de Vasconcelos en 1958 ;

in A « Unica Real Tradição Viva », éd. Assirio & Alvim, Lisbonne, 1998, p.377-379.

6 – A.J. Forte, « Brève Notice, bref éloge du groupe « do Café Gelo », in « A Unica Real Tradição Viva », p.33-34.

7 – A.J. Forte, « Désobéissance Civile », in « Corpo de Ninguém », éd. Hiena, Lisbonne, 1989, p.79-80.

8 – A.J. Forte, « Textes », in « Corpo de Ninguém », p.104-107.

9 – Luis de Oliveira, « Para Onde Vai O Sopro », in « Revue de Malasartes », n°7, Coimbra, printemps 1989.

10 – Le collectif Ab Irato s'emploie à sa traduction et à sa prochaine diffusion.

11 – René Crevel, « Dieu l'Immuable », in « Le clavecin de Diderot », J.J. Pauvert, collect. Libertés, 1965.

12 – Héraclite D'Ephèse, « Doctrines Philosophiques », par Maurice Slovodine, éd. Librairie Félix Alcan, 1931.

UN COUTEAU ENTRE LES DENTS

LE PLUS BEAU SPECTACLE D'HORREUR, C'EST NOUS. Ce visage avec lequel nous aimons, avec lequel nous mourrons, n'est pas le nôtre ; ni ces cicatrices fraîches tous les matins ; ni ces paroles qui vieillissent dans le court espace d'un jour. La nuit reçoit nos mains comme des intruses, comme si son règne ne leur appartenait pas, n'était pas leur invention. Seulement avec beaucoup de peine, dangereusement, nos rêves quittent leur peau et apparaissent à la lumière diurne et implacable. Notre misère vit entre les quatre murs, toujours plus étroits, de notre désespoir. Et cette misère qui est véritablement nôtre, ne trouve pas le moyen de faire sauter ces murs. Emmurés, sans possibilité de communication, limités dans notre haine comme dans notre amour, ainsi vivons nous. Nous cherchons la sortie, – la réelle, l'unique – et nous nous cognons la tête contre les murs. Il y a alors ceux qui gagnent l'ire, ceux qui perdent l'amour.

Il n'est déjà plus temps pour les confusions – la Révolution est un moment, le révolutionnaire tous les moments. On ne peut confondre l'amour envers une cause, une patrie, avec l'Amour. On ne peut confondre l'adhésion ... des types ethniques avec l'amour pour l'homme et la liberté. *On ne peut confondre !* Que celui qui aime la terre natale reste dans la terre natale ; qui aime le folklore ne parte pas à la ville. Etre pauvre n'est pas une condition pour gagner le ciel ou l'enfer. Ne pas être mort ne signifie pas forcément que l'on soit vivant, comme ne pas écrire n'équivaut pas toujours à être analphabète. Il y a des morts dans les sépultures beaucoup plus présents dans la vie que l'on ne pense et des gens qui sans avoir jamais écrit une ligne ont fait plus pour la parole que toute une génération d'écrivains.

L'action poétique implique : envers l'amour une attitude passionnée, envers l'amitié une attitude intransigeante, envers la Révolution une attitude pessimiste, envers la société une attitude menaçante. Les visions poétiques sont autonomes, leur communication ésotérique.

Les prophètes, les réformistes, les réactionnaires, les progressistes écarquilleront les yeux et, aussitôt, les fermeront de honte. Ils les fermeront comme toujours, en fin de compte, pour plonger ensuite dans leurs prophéties. Ils regarderont sous leur ceinture et, ensuite, fermeront leurs yeux de honte. Ils s'abandonneront sans frein au charpentage de leurs tables de valeurs, les brandiront par-dessus nos têtes comme des étalons pour la vie, pour l'art, pour l'amour et ensuite, ils fermeront leurs yeux de honte devant les manifestations les plus

cruelles de la vie, de l'art et de l'amour.

MAIS CELA N'A PAS D'IMPORTANCE, PARCE QUE JE SAIS QUE JE NE SUIS PAS SEUL dans mon désespoir et dans ma révolte. Je le sais par la lumière qui passe d'homme à homme lorsque quelqu'un fait le geste de tuer, par celle qui s'éteint en chaque homme à la vue des massacres, je le sais par les paroles qui hurlent, par celles qui saignent, celles qui arrachent les lèvres, je le sais par les jeux sauvages de l'enfance, par un étendard noir sur le cœur, par la lumière crépusculaire comme un couteau dans les yeux, par les villes qui arrivent pendant les tempêtes, par ceux qui s'approchent la poitrine dénudée à la tombée de la nuit – un à un ils mordent les poignets et chantent – je le sais par les animaux blessés, par ceux qui chantent sous les tortures.

Pour tout cela, afin que l'on ne se méprenne ni maintenant ni jamais, je déclare ma révolte, mon désespoir, ma liberté, je déclare tout ceci un couteau entre les dents, un fouet au poing et que personne ne s'approche en deçà de mille pas.

EXCEPTÉE TOI MON AMOUR EXCEPTÉE TOI
MON AMOUR

mon araignée magique accrochée à ma poitrine
plantant ses pattes acérées dans mon sexe
et ta bouche dans ma bouche
je compte sur tes cheveux les années où je fus enfant
je les marque avec des épingles d'or sur un coussin blanc
un an deux ans un siècle
une épingle maintenant dans la gorge de cet oiseau
si proche et si vivant
une autre épingle la dernière la plus grande
dans mon propre plexus

MON AMOUR

je compte sur tes cheveux les jours et les nuits
et la distance qui s'étend de la Terre à mon enfance
et qu'aucun avion n'a encore parcouru
je compte les cités et les peuples les vivants et les morts
et il reste encore des cheveux à compter
des années et des années resteront à compter

DÉFENDS MOI JUSQU'À CE QUE JE COMPTE
ton ultime cheveux

ANTONIO JOSÉ FORTE ■
TRADUCTION DU PORTUGAIS
PAR ALFREDO FERNANDES □



Fig. 32. Mauvaises habitudes gênant la productivité du travail intellectuel. Les flèches montrent les régions surchargées des muscles et la compression des conducteurs nerveux par une mauvaise posture du corps.

POST SCRIPTUM...

LITTÉRATURE, ARGENT ET PAIX SOCIALE

Lorsqu'il écrit, l'écrivain rêve. Il imagine un pays fabuleux dont la langue officielle est l'italique et l'unité de poids l'épigramme. Il y danse la cédille avec des voyelles... Hélas, l'écriture n'a qu'un temps ! *Post scriptum*, l'écrivain est aussi triste qu'après le coït. Peut-être éprouve-t-il « le sentiment diffus d'une crise très grave: crise du livre et de la lecture qui traverse et recoupe une crise de l'école. [...] Des inégalités nouvelles se creusent, liées à l'évolution technologique, à la mondialisation, et à un chômage désormais structurel. Et plane la notion d'une véritable crise de civilisation, puisque l'idée de progrès, d'amélioration automatique d'une génération à l'autre, en particulier grâce à l'école et à l'acquisition du savoir par le livre, ne semble plus aller de soi. » Ce passage de l'introduction d'une brochure intitulée *Écrivains dans la cité*¹ plante un décor de cauchemar en même temps qu'il indique aux gens de plume le chemin de leur rédemption. Ils peuvent désormais *se rendre utiles*, apparaître dans le monde, et compenser la moindre efficacité du système scolaire. Outre la légitime satisfaction d'œuvrer pour le progrès démocratique, l'éducation des masses, et la diffusion de leur production personnelle, les écrivains bénéficient d'un « soutien concret, sous forme de bourses d'aide à la création ou de rémunérations pour des interventions ponctuelles ». L'écrivain, sans doute enfermé jusque-là dans sa fameuse « Tour d'ivoire », est heureux d'être autorisé à découvrir la cité, ses écoles, ses prisons, ses asiles

de vieillards... On lui paie de nouvelles « résidences », dans telle localité peu riante, en échange de quoi il situera là l'intrigue de son prochain roman et/ou animera la vie culturelle locale. Dans ce cas de figure, il peut être salarié. Certains en parlent comme d'une véritable « assignation à résidence ». Ainsi François Bon : « On m'a installé [à Bobigny] au seizième étage d'une tour [la fatalité !], en rang avec six autres autour d'une dalle de ciment avec un bistrot et un Codec, au-dessus d'une voie ferrée où passent deux mille wagons de marchandises par jour... » (p.44)².

Dans l'hypothèse d'« interventions » ponctuelles, la rémunération est de l'ordre de 1 800 F net par jour, tous frais de déplacement, d'hébergement et de nourriture payés par ailleurs. Concrètement, cela signifie que l'auteur est ici mieux rémunéré, pour un travail qui ne relève pas de sa compétence, qu'il ne le sera jamais dans son activité propre. Reconnu socialement utile, l'écrivain se voit considéré comme un travailleur (social) parmi d'autres, dont le temps d'activité professionnelle est – pour la première fois – comptabilisé³.

Écrivain-citoyen

« Évidemment, écrit la romancière Dorothee Letessier, qui anime des ateliers d'écriture à la prison de Melun et au Val-Fourré, je ne me considère ni comme professeur d'écriture ni comme thérapeute. Je suis simplement un écrivain-citoyen muni d'un savoir-faire et que l'on rémunère pour son travail. »

La Maison des écrivains insiste pourtant sur les aspects nouveaux (pour l'auteur) de ces tâches citoyennes : « Cela peut être tout simplement une occasion de parler du travail à des jeunes pour lesquels cette notion est actuellement souvent difficile à investir, à cause de la réalité du chômage et de la situation de leurs parents » (p. 14). « Pour lui [Alain Bellet], qui par ailleurs intervient régulièrement auprès de nombreux publics en difficulté, marginaux, toxicomanes, alcooliques, dans des hôpitaux et des prisons, le travail d'un écrivain permet une resocialisation, en contournant l'échec scolaire, voire, pour des adultes, l'exclusion » (p. 23). François Bon, déjà cité, explique : « Mon boulot, c'était d'aller là où ces gens n'assument plus, collectivement ou individuellement, la conscience de ce qu'ils sont ». Il s'agit bien d'une thérapie sociale, ici comiquement légitimée par le fait que l'écrivain habite à temps partiel dans une cité laide et bruyante, bref qu'il souffre avec ses patients, dont la pathologie se reconnaît au fait qu'ils ne lisent pas de livres. On entendra couramment un auteur citoyen dire « mes taulards », comme les dames de charité disaient « mes pauvres ».

L'intervention dans les écoles est privilégiée, en partie parce que la notion même d'atelier d'écriture est pédagogique, en partie parce que beaucoup d'auteurs sont déjà enseignants ; enfin parce que l'édition pour la jeunesse, très dynamique, a su tisser des réseaux avec le corps enseignant et les collectivités locales.

Dans ce secteur, la Maison des écrivains est maître d'œuvre d'un programme dit de « partenariat » et baptisé *L'Ami littéraire* dans le cadre duquel, depuis 1992, plus d'une centaine d'auteurs se sont partagé chaque année un millier de visites dans des classes d'écoles primaires, de collèges et de lycées, dans la France entière.

Mais il arrive également que l'auteur, tel un « mao » établi des années 70, « aille au peuple » sur les lieux mêmes de production. Dominique Grandmont a été « en résidence » à l'usine Alstom à Saint-Ouen. Interrogé sur la question de savoir « à quoi sert un poète dans une usine », il fournit l'explication suivante : « Je ne me contente pas de noter, comme en fraude, des choses discrètement spectaculaires comme ces graines sur un établi, laissés chaque jour pour nourrir les moineaux [...]. J'essaie de comprendre comment parvient jusqu'aux yeux les plus prévenus, filtrés dans un tel espace, la violence des rapports sociaux... » (p. 44)

Le plus frappant dans cette (fausse ?) naïveté est la combinaison d'un avant-gardisme léniniste

(amener la conscience au peuple) et d'une humilité toujours prête à être étalée, sur le mode : « J'ai tellement appris de ces gens-là ! » Je note d'ailleurs que ce thème apparaît très peu dans la brochure de la Maison des écrivains, où les auteurs assument fièrement leur rôle missionnaire. Plus généralement, on constate que nombre d'anciens gauchistes, recyclés notamment dans le roman policier, ont endossé sans états d'âme le costume de l'animateur socioculturel, avatar moderne et miraculeusement consensuel du révolutionnaire professionnel. Voilà trente ans, ils auraient craché à la seule évocation de ces interventions de pacification sociale ; c'est qu'alors ils voulaient détruire ou à tout le moins contrôler la culture capitaliste. Ils ont compris (on leur a expliqué gentiment) que son naufrage entraînerait leur propre perte. Ils écotent donc sans rechigner. Après tout, la tâche est noble et la solde confortable.

On m'objectera sans doute que certains auteurs ont pu, dans telle maison d'arrêt ou dans tel collège technique, apporter un peu de distraction et de communication là où les institutions ne les favorisent guère. C'est probable en effet. Il existe aussi d'admirables visiteuses de prison, des chrétiens sociaux et des flics de gauche, qui peuvent *réellement*, dans des situations précises et limitées, consoler, secourir, ou épargner. Il n'était pas d'usage jusqu'ici d'y voir un argument en faveur de la philanthropie, des superstitions religieuses ou de la police de proximité.

Écrivain producteur (de quoi ?)

Le récent faux débat sur le prêt payant dans les bibliothèques a été une tentative, remarquablement maladroite de la part des auteurs ⁴, de poser pour une fois, au moins partiellement, le problème des conditions matérielles de la production intellectuelle (mais pas de ses finalités). C'est que l'auteur est, dans la dite « chaîne de production du livre », le seul maillon qui n'est pas pris en considération. On juge très légitime que soit rémunérés à proportion de leur travail, et conformément aux lois sociales en vigueur, l'éditeur, la secrétaire de l'éditeur, la femme de ménage qui nettoie le bureau de l'éditeur, le patron et les employés de l'imprimeur, de la maison de diffusion, et le libraire. Pour l'auteur seul, ce principe est réputé inadéquat. « Tant que l'auteur considère le produit de son œuvre comme un revenu supplémentaire, déclarait l'éditeur Robert Laffont, les rapports restent équilibrés. A partir du moment où l'œuvre devient le gagne-pain, la tension monte » ⁵. On imagine avec quelle satisfaction les éditeurs

constatent la généralisation de l'auteur-citoyen-salarié : voilà l'écrivain payé sur l'argent public pour faire la promotion de son œuvre, et donc de la marque sous laquelle il publie. L'AGESSA a d'ailleurs officiellement reconnu ces revenus « accessoires » et admet leur intégration dans le montant des droits d'auteurs⁶.

Dans une tribune publiée par *Libération* (20 février 2000), Michel Onfray écrivait : « Un pur et simple renoncement aux droits d'auteur assainirait le marché de l'édition (rêvons un peu !) ». Invité par *Le Monde* (23 mars 2000) à préciser son point de vue sur la gratuité du prêt en bibliothèque, il indiquait n'avoir « appelé à la disparition des droits d'auteur que comme horizon indépassable de l'écriture et de l'édition du livre ». Critiquant, à juste titre, ceux qui veulent faire payer un droit de prêt aux usagers des bibliothèques, Onfray ajoute : « Les tenants de l'impôt sur la lecture publique assimilent leur production livresque à celle d'une petite entreprise et se comportent à l'endroit des livres – ne parlons même pas de la littérature – comme les petits patrons d'une structure qui doit rapporter le moindre centime, dût-on pour ce faire exploiter le lecteur, ce prolétaire de leur PME ».

Remarquable dénégation idéaliste du « nietzschéen de gauche », comme il aime à se définir lui-même, qui feint d'ignorer l'existence dans l'édition de *conflits d'intérêts* entre auteurs et éditeurs. Notons d'ailleurs cette ironie de l'histoire : il rejoint précisément sur ce point les sociétés d'auteurs qu'il critique si vivement, lesquelles sont parties au combat main dans la main avec les plus importants éditeurs parisiens. Or si les intérêts d'un auteur se confondent avec ceux de son éditeur, c'est dans l'exacte mesure où ceux d'un ouvrier en grève se confondent avec ceux de son patron. Si la boîte ferme, dit le second aux premiers, vous serez bien avancés ! Or Onfray connaît bien les mots *patron* et *prolétaire*, mais il ne les utilise que pour polémiquer avec certains écrivains, selon lui de petits entrepreneurs qui voudraient exploiter le lecteur-prolétaire ! En réalité, l'écrivain est, du point de vue économique capitaliste, dans la position d'un artisan à façon, dont le travail est utilisé dans une chaîne de production-vente entièrement industrialisée. Il est inutile de soupçonner l'auteur de vouloir gagner de l'argent à chaque mouvement de son livre ; ce système existe déjà : il a été mis au point par les diffuseurs, prélevant plus de 50% du prix public du livre vendu, et touchant effectivement de l'argent à chaque étape et quelque soit le sort du livre (mise en place en librairies, retour d'invendus, stockage). Ce système a contribué à faire augmen-

ter le prix du livre et *baisser le pourcentage des droits d'auteur* depuis vingt ans. De tous les acteurs de la chaîne production-distribution, c'est l'auteur qui perçoit le plus faible pourcentage du prix de vente⁷. Quant au « rêve » d'Onfray d'une disparition des seuls droits d'auteur (il ne s'agit pas de l'utopie d'un monde sans argent !), c'est précisément le rêve des éditeurs, un rêve de patron.

Impuissants à comprendre la contradiction entre, d'une part, le prestige spectaculaire attaché à une prétendue « vocation artistique » et, d'autre part, le statut social inférieur de l'auteur, beaucoup d'écrivains étaient préparés à passer du rôle (non assumé) de producteur d'idéologie (de divertissement, le plus souvent) à celui de thérapeute social, payé en proportion de la considération qu'il mérite. Il reste à comprendre aux naïfs qu'ils ne sont pas rémunérés comme écrivains ou poètes mais comme indics et gentils organisateurs. Ils pourraient y être aidés par la multiplication probable des conflits du travail⁸ découlant de la multiplication et de la diversification des employeurs non-éditeurs (conseils généraux, directeurs d'établissements, mairies) peu habitués au paternalisme feutré qui est de règle dans l'édition. Voilà qui pourrait éloigner certains auteurs de la mythologie aristo-

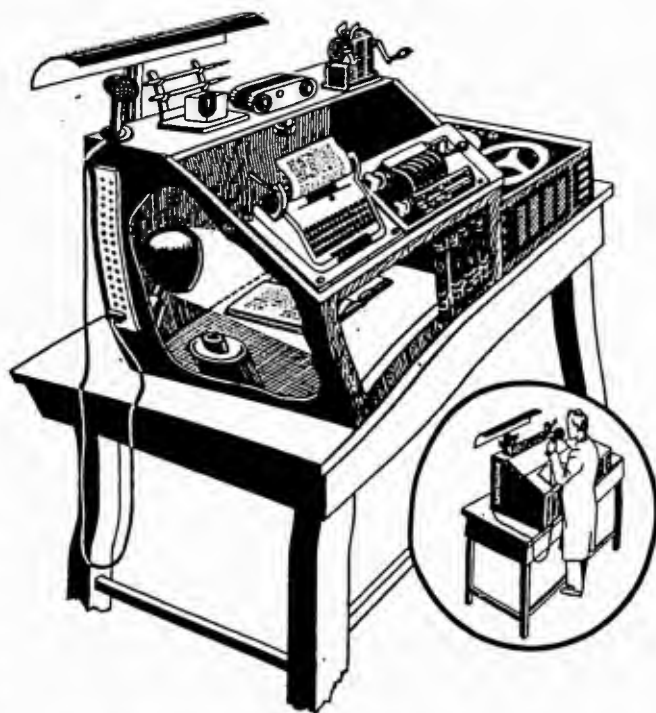


Fig. 34. Bureau moderne pour travailler debout, comprenant une machine à écrire, un arithmomètre, un appareil photo, un magnétophone, une planche à dessiner, une machine à tailler les crayons et autres accessoires (d'après Frolov).

cratique et romantique d'une écriture comme noble et gratuite occupation destinée à meubler les jours de l'honnête homme (ou de l'honnête femme), qui les rend incapables même de défendre leurs intérêts matériels ?

Métier pour certain(e)s – *et dans ce monde il n'en est que de sots* – l'écriture ne saurait être, pas plus que d'autres activités créatrices, l'apanage d'un petit nombre. Mais c'est, dès maintenant, dans le mouvement du bouleversement du monde, qu'il faut faire en sorte que la poésie, la littérature, la pensée humaine soient faites et défaites par tous et par toutes, non dans des « ateliers d'écriture », centres aérés de la misère intellectuelle, placés sous l'autorité de spécialistes.

Tous les moments révolutionnaires de l'histoire

1 – « *Écrivains dans la cité* », coédité par La Maison des écrivains et la Direction régionale des affaires culturelles d'Île de France, 1999, 64 p. Sauf précision contraire, les déclarations d'écrivains citées sont tirées de cette brochure.

2 – Dans la pratique, il est très rare que l'auteur soit effectivement contraint de résider sur place, sauf quelques jours par mois.

3 – Il n'est pas inutile d'indiquer quelques éléments de la définition administrative de l'écrivain. Est écrivain celui ou celle qui touche au moins 44 000 francs de droits d'auteur annuels, somme apparemment dérisoire, mais difficile à gagner. Sur 1 956 écrivains inscrits à l'AGESSA (la caisse de sécurité sociale des auteurs), 805 gagnent entre 50 000 et 150 000 francs par an; 74 gagnent entre 500 000 et 1 million de francs, et 48 plus d'1 million (chiffres de 1997). Le nombre d'« écrivains » pauvres est inconnu; ils n'existent pas.

4 – La Société des gens de lettres réclame la rémunération du prêt en bibliothèque, non par une subvention publique mais par une taxe acquittée par les usagers.

5 – « Lire » n°180, 1991.

ont été caractérisés par une explosion de communication écrite et orale. Ainsi Paris fut-il à plusieurs reprises, et alors même que peu de Parisiens savaient lire et écrire (1793), une immense salle de lecture, un vaste atelier d'écriture sans maîtres d'école, et un étal de mille publications. S'il entend contribuer à la subversion générale des rôles sociaux (l'homme, l'intellectuel, l'artiste, etc.) l'écrivain ne peut se contenter de refuser les basses besognes du monde; il doit être conscient du caractère caduque de son activité, telle qu'elle s'exerce aujourd'hui, et contribuer à sa démystification en avouant d'abord sa condition de producteur aliéné.

CLAUDE GUILLON ■

6 – En 1998, les revenus accessoires ne pouvaient dépasser la somme de 26 000 F, ce qui représente tout de même plus de la moitié des droits d'auteur « purs » exigés. Au-delà du seuil réglementaire, actualisé chaque année, l'auteur risque d'être orienté vers le régime des professions libérales, tout en continuant à payer des cotisations sur ses droits d'auteur.

7 – C'est d'autant plus vrai que le livre se vend; s'il est un échec commercial, l'éditeur perd l'argent investi.

8 – Invitée par le conseil général de Seine-Saint-Denis à contribuer à un recueil édité à l'occasion de la Journée internationale des femmes l'écrivain Tassadit Imache lui adressa un texte, finalement refusé au motif qu'il donnait une mauvaise image du département. L'écrivain n'en proposa pas d'autre, et prit le risque de rapporter la mésaventure dans « Libération » (8 mars 2000).

9 – La profession se trouve ainsi dans une situation antisyndicale (si l'on excepte l'expérience, du Syndicat des écrivains de langue française, en perte de vitesse ces dernières années). On peut évoquer, dans un domaine proche, l'exemple contraire du mouvement des intermittents du spectacle.



CORRESPONDANCE :
c/o AB IRATO
BP 328
75525 PARIS CEDEX 11
FRANCE

Les anciens numéros sont disponibles sur le site web <http://abirato.free.fr>

TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE À UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.

SOUTIEN TROIS NUMÉROS : 100 FRANCS

N° ISBN : 2-911917-02-2

échos d'outre-Rhin, le jeune Hegel peut affronter le vieux monde déchiré non pas sous l'angle désespéré de l'inéluctabilité, mais comme déjà voué à la transformation, sinon à la disparition.

Et fortement s'impose à lui l'idée de la connaissance comme acte critique, c'est à dire décrivant les choses comme potentiellement autres, *le ver dans le fruit*, jamais acceptées telles quelles (et éternelles) sous le sot prétexte qu'elles ont la durée pour elles. Et c'est le regard et l'esprit enfiévrés et comme déliivrés par les exigences radicales de la Révolution française qu'il veut dans une approche historique et critique s'emparer du réel, dont il pense déjà à l'instar des Bras-nus : *Non, ces saletés-là datent de nos pas...* (Rimbaud).

Dans une lettre du 16 Avril 1795 à Schelling, Hegel insiste sur le mal profond que la Révolution qu'il veut en Allemagne, et ailleurs, doit conjurer afin que disparaisse « le nimbe qui entourait les têtes des oppresseurs et des dieux de la Terre » :

« Religion et politique se sont entendues comme larrons en foire; la première a enseigné ce que voulait le despotisme: le mépris de l'espèce humaine, son incapacité à réaliser un bien quelconque, à être par elle-même quelque chose [...] Grâce à la propagation des idées qui montrent comment quelque chose doit être, disparaîtra l'indolence des gens satisfaits, disposés à accueillir éternellement les choses comme elles sont. [...] Je m'adresse toujours à moi-même cet appel de l'auteur des Vies [Hippel, romancier contemporain de Hegel] : "Tendez de toutes vos forces vers le soleil, amis, afin que le salut de l'humanité parvienne bientôt à maturité ! Que veulent les feuilles qui nous font obstacle ? Que veulent les branches ? - Frayez-vous un chemin vers le soleil, et si vous en éprouvez de la fatigue, cela aussi est bon ! Vous n'en dormirez que mieux !" »

QUAND LA POÉSIE ÉTAIT FAITE PAR TOUS OU LE BEL ÂGE ANTIQUE SELON HEGEL

PARCE QUE C'EST DANS "l'air du temps" et aussi dans l'enthousiasme que lui a fait partager son ami Hölderlin, c'est une vision idéale du monde antique (aux limites, il est vrai, un peu imprécises dans le temps et dans l'espace) qui l'avait éclairé sur l'abjecte trivialité de la société allemande, nourrissant ses rêves subversifs. Le "génie" du peuple grec, c'est pour le jeune Hegel « un fils de l'heureuse fortune et de la liberté, un élève de la belle fantaisie poétique ». C'est sa réserve d'espoir, son royaume d'utopie, "sa bonne vaulx", son "âge d'or" :

« La volonté des hommes était libre, obéissait à ses propres lois, ou ils ne connaissaient pas de commandement divin, ou s'ils qualifiaient la loi morale de commandement divin, celui-ci ne leur était donné nulle part en toutes lettres, il régnait de façon invisible (Antigone). En outre les hommes reconnaissaient en chacun le droit d'avoir sa volonté, qu'il fût bon ou mauvais. Les bons reconnaissaient pour eux-mêmes le devoir d'être bons, mais respectaient en même temps chez l'autre la liberté de pouvoir ne pas l'être, et n'instituaient par ce fait ni une morale divine, ni une morale faite par eux-mêmes ou abstraite qu'ils puissent imposer aux autres. » (Fragments de la période de Berne.)

La Cité antique (mythique !), selon Hegel, c'était la relation vivante de l'individu avec la société, dans ce lien actif, qui l'unissait au Tout de la cité, aux hommes et aux dieux, « dieux dont le culte et les fastes n'étaient que l'occasion de liesse plus générale. »

L'emprise de la propriété, ce déséquilibre funeste que crée l'accumulation des objets, des richesses et leur concentration, n'est pas, dès le début de sa réflexion, traitée de façon marginale, mais d'une façon minutieuse qui rejoint certaines analyses modernes (Pierre Clastres et Marshall Sahlins). Ainsi, Hegel raconte comment la Cité grecque, consciente de ce danger mortel pour la plénitude, la liberté et le bonheur de la communauté, avait organisé, rituellement, pourrait-on dire, l'innocuité des fortunes :

« Si dans les États de l'époque moderne, la sécurité de la propriété est le pivot autour duquel tourne toute la législation et auquel se rapporte la plupart des droits des citoyens [...] en maintes occasions, il fut bien entamé, le strict droit de la propriété, ce cher souci de nos autorités, la fierté de nos États. Dans la constitution la-cédémonienne, la sécurité de la propriété et de l'industrie était un point qui n'entraînait pas en ligne de compte, oublié, pourrait-on dire. A Athènes, les citoyens riches étaient délestés habituellement d'une partie de leur fortune [...] A quel point la richesse disproportionnée de certains citoyens est dangereuse même pour la forme la plus libre de la constitution et combien elle est en mesure de détruire la liberté



1. L'Idée. - 2. Le Devenir. - 3. La Conscience. 4. Le Système. - 5. L'État. - 6. Le Savoir Absolu.

elle-même, voilà ce que montre l'histoire. » (cité dans Rosenkranz, Hegels Leben)

Et :

« A cause de cet avoir stable des choses, l'homme n'aurait pas rempli les conditions négatives, préalables à la religion, à savoir d'être libre de toute objectivité absolue, de s'être élevé au-dessus de toute vie finie. Du fait qu'il a gardé quelque chose pour lui, qu'il est toujours impliqué dans un processus de domination d'autrui ou pris dans une dépendance, il est incapable de s'unir à la vie infinie. C'est pourquoi il offre en sacrifice une partie de ses biens dont le destin ne lui permet pas de se détacher, une partie seulement, car son destin est inévitable et ne peut être supprimé. De ce qu'il offre, il détruit une partie devant la divinité, et pour détruire le reste, il lui enlève autant que possible son caractère particulier en le partageant avec ses amis, et aussi par le fait que c'est devenu un surplus inutile. » (Systemfragment)



SI DONC à cette époque bénie aux yeux du jeune Hegel, les richesses ne s'accumulaient pas de façon inégale et excessive, ce n'est pas parce que les conditions économiques rendaient cette accumulation impossible, mais c'est parce que les habitants de la Cité ne le voulaient pas, préférant un monde d'harmonie et de réciprocité. C'est ainsi qu'alors l'économie n'était pas "politique" (c'est à dire à la fois cause et effet de la domination de quelques uns sur la multitude).

Jusqu'à ce que cet équilibre consciemment entretenu, mais forcément fragile, ne sombre dans une néfaste "accélération de l'histoire". Car cette belle page de la vie mythique-antique s'est défaite :

« Voici que des guerres victorieuses, un accroissement de la richesse et de l'habitude prise de plus de confort dans la vie et de luxe, produisirent à Athènes et à Rome une aristocratie de la gloire guerrière et de la richesse, on octroya à ses membres maîtrise et influence sur beaucoup d'hommes; ces derniers corrompus par les actes et plus encore par l'usage que ces hommes influents faisaient

de leur richesse, leur concédèrent volontiers et librement une hégémonie et une puissance dans l'État [...] L'hégémonie librement concédée s'affirma bientôt avec violence. » (Fragments de la période de Berne)

L'emprise des objets et de leur possession auparavant justement redoutées s'est installée avec la mainmise de quelques-uns sur le peuple. La toute-puissance de ces biens accumulés transformera les relations entre les gens et l'emploi de leurs jours; l'inégalité créée par leur accumulation, c'est la condition de nouveaux rapports de domination.

Ainsi l'occasion faisant le larron, la cupidité a eu raison de la belle totalité harmonieuse. Le peuple avait cédé les rênes du pouvoir en toute liberté, croyant pouvoir à chaque instant les reprendre, mais lui-même ce faisant avait changé, perdant dans cette abdication le coup d'œil d'ensemble, que donne le lien solidaire et vivant d'êtres libres. Chacun devint un petit rouage d'un ensemble qui lui échappait, et sacrifia sa liberté à sa sécurité matérielle. C'était accepter de réduire son être tout entier à l'avoir, se faire objet dans le monde des objets que de mettre ceux-ci et soi-même sous la protection mafieuse de l'État, produit de ces conditions nouvelles.



L'ÉCONOMIE, un peu fantomatique dans la Cité antique idéale du jeune Hegel, rejetée hors les murs avec le travail des esclaves, (et c'est d'ailleurs là la grande faiblesse de ces premiers écrits de Hegel avant qu'il n'accorde une place essentielle au travail) voilà qu'elle intervient quand même en force, dans l'analyse de l'effondrement de la Cité, sous la forme peu élaborée il est vrai, de l'inégalité des fortunes, mais déjà décrite avec tout son cortège de domination, de violence, d'amputation de souveraineté, d'emprise des objets... L'économie apparaît alors -déjà- comme l'essence perverse de la politique. Cette dernière, maintenant distincte du bien commun et menant sa vie propre, séparée de la totalité de la Cité, se mettra tout naturellement au service de cette nouvelle aristocratie de la richesse :

« Il n'y eut plus d'activité pour un Tout, pour une idée, ou bien chacun travailla pour soi, ou bien y était contraint pour un autre individu singulier. » (Fragments de la période de Berne)

La plénitude de la totalité l'ayant abandonné, l'individu se trouve assujéti à une sphère particulière, engagé dans la jouissance médiocre de la propriété privée, réduit à la passivité « dans cette partie du Tout morcelé, confié à chacun » et « si insignifiante par rapport au tout. » A cet état d'esclave ne pouvait